

Des
Épaves
Terrestres

PAR

R. POINSINET de SIVRY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 6 juin 1899, à 10 h. du matin

Président : M. PLANIOL, professeur

Suffragants : { MM. MASSIGLI, } professeurs
WEISS, }

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE ET FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

1899

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

Des
Épaves
Terrestres

PAR

R. POINSINET de SIVRY

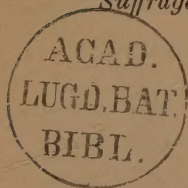
AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 6 juin 1899, à 10 h. du matin

Président : M. PLANIOL, professeur

Suffragants : { MM. MASSIGLI, } professeurs
WEISS, }



PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE ET FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

1899

DES ÉPAVES TERRESTRES

GÉNÉRALITÉS

1. — On désignait autrefois sous le nom d'épaves, du latin *expave facta*, les animaux effarouchés qui s'étaient égarés en s'enfuyant.

Dans la suite, l'expression *épave* fut étendue à tous les objets perdus ou égarés, sans intention de la part du propriétaire d'abandonner ses droits sur eux.

Ainsi généralisée, l'épave peut être définie « Toute chose égarée ou perdue dont on ne connaît pas le propriétaire ».

C'est donc par suite d'une impropriété de langage que, malgré cette définition adoptée par la généralité des auteurs, on a appliqué l'expression d'*épave* à certaines choses du crû de la mer telles que les varechs ou goëmons. Ces choses sont en réalité des *res communes* et non pas des épaves proprement dites.

2. — Selon les lieux dans lesquels on les trouve, on distingue :

1° Les épaves maritimes ;

2° Les épaves fluviales ;

3° Les épaves terrestres.

Nous nous bornerons à étudier cette dernière catégorie, tout en faisant remarquer, afin d'éviter une confusion, que par *épaves terrestres* on a coutume de désigner, non pas seulement les objets perdus et trouvés sur la terre ferme, mais encore les choses perdues dans les rivières non navigables ni flottables.

3. — Dans un premier chapitre, nous verrons comment notre ancien droit avait réglé la matière.

Dans le chapitre II, nous étudierons les principes qui, à défaut de textes spéciaux, doivent régir la matière dans notre droit moderne.

Nous analyserons (chap. III) les mesures protectrices des droits du propriétaire en cas de perte de sa chose.

Nous passerons en revue dans un dernier chapitre (IV) un ensemble de lois réglant le sort d'objets qu'on a coutume de considérer comme des épaves, bien que, juridiquement, il soit souvent difficile de leur reconnaître cette qualification.

CHAPITRE I

DES ÉPAVES OU OBJETS PERDUS DANS L'ANCIEN DROIT FRANÇAIS.

4. — La théorie des épaves devait naître avec la reconnaissance du droit de propriété sur les meubles. Tant que l'on a confondu la propriété avec la possession, l'épave ne pouvait se comprendre en tant qu'objet dont le propriétaire est inconnu. Celui-là devenait propriétaire à son tour qui mettait la main sur l'objet égaré, nul autre ne pouvant, en effet, justifier d'un droit auquel la loi n'attribuait pas une existence distincte du fait de la possession.

La théorie de la propriété mobilière individuelle, distincte du fait de la possession, remonte aux temps les plus reculés. Elle existe, bien qu'un peu confuse, chez les Germains et chez les Francs.

Chez les Germains, la propriété mobilière est, en quelque sorte, matérialisée et rendue visible par l'emploi des marques de famille. Les bestiaux

spécialement, qui formaient alors le principal élément de la propriété mobilière, portent sur la peau la marque de leur propriétaire. Quand une bête est vendue, la tradition s'opère à l'aide du changement de marque, l'acheteur substituant son signe particulier à celui du vendeur.

Il en est de même chez les Francs. Dans la loi salique, le cerf est considéré comme animal domestique, s'il est marqué d'un signe.

5. — Qu'advenait-il à cette époque, lorsque le propriétaire d'un objet mobilier, d'un animal domestique, par exemple, venait à être dépossédé de sa chose, l'ayant perdue par cas fortuit ?

Les textes s'accordent tous pour donner au propriétaire les moyens nécessaires pour rentrer dans son bien perdu. Plus sévères en cela que notre droit moderne, les anciennes législations assimilaient l'inventeur au voleur, s'il n'employait pas tous les moyens pour rendre publique sa découverte. Cette publicité, faite d'abord en dehors de toute intervention du pouvoir souverain, fut, dans la suite, soumise au contrôle de ce dernier. Ainsi, d'après les lois de Guillaume le Conquérant (I, ch. VI), c'est l'inventeur lui-même qui prend ses voisins à témoin avant d'introduire dans sa maison la bête égarée ou l'objet perdu. L'Edit de Rotharis et la loi des Wisigoths donnent à l'in-

venteur le choix entre deux partis : ou bien prévenir le juge, ou bien annoncer sa découverte à l'église à haute voix et en présence de tous. La loi des Ripuaires attribue au roi la détention provisoire de l'animal perdu « *Ad stapphum regis ducat* ».

Qu'advenait-il si aucune réclamation ne se produisait ? A qui l'épave était-elle attribuée ? L'obscurité des textes ne permet pas de répondre à ces questions d'une façon certaine. Si le propriétaire retrouvait sa chose perdue, il employait à l'égard de l'inventeur la même procédure qu'il eût employée à l'égard du voleur.

6. — Dans la période suivante, du ^xⁱ^e au ^{xiii}^e siècle, les mœurs se sont adoucies. Sans doute, l'épave peut toujours être revendiquée, mais, ce n'est plus l'action de vol que l'on emploie pour en recouvrer la propriété ; on a recours à la demande de *chose emblée*. La sanction n'est plus la peine réservée aux voleurs, mais une simple amende.

Il existe même à la fin de cette période une action spéciale, purement civile, tendant à la revendication des objets égarés ; c'est l'action de *chose adirée*. Il est vrai d'ajouter que cette action n'est pas très répandue et que l'action de *chose emblée* constitue, dans le droit coutumier français

du xiii^e siècle, le droit commun en matière de revendication mobilière.

Des mesures de publicité sont prises pour protéger les droits du véritable propriétaire. Les *Assises de la Cour des Bourgeois de Jérusalem* nous montrent l'inventeur conduisant lui-même au marché la bête égarée, afin de rendre sa possession publique et de porter le fait à la connaissance du véritable propriétaire. Ailleurs, c'est à la cour du seigneur que le vassal doit, dans un certain délai, et sous peine d'amende, conduire l'objet mobilier par lui trouvé. Le seigneur en devient possesseur intérimaire.

Si le véritable propriétaire ne se révèle pas, les *Assises de la Cour des Bourgeois de Jérusalem* attribuent à l'inventeur la propriété de l'épave.

Dans les autres coutumes, l'attribution des objets perdus se résout par une distinction. Si le propriétaire formule sa demande en revendication dans l'an et jour, sa chose lui sera rendue sans qu'il soit obligé à aucun paiement (1). Beaumanoir (*Coutume de Beauvoisis*, ch. LXIX, n^o 25), nous dit : « *Le coze n'est pas espave qui est por-*

(1) Des textes du xiv^e siècle exigent du revendiquant certaines garanties pour l'hypothèse où une autre réclamation viendrait à se produire avant l'expiration de l'an et jour. Il est présumable que les mêmes sûretés étaient exigées déjà à notre époque.

sivye de celi qui ele est ou de son commandement et proévé qu'ele est soie ».

Si, au contraire, le propriétaire de l'épave ne se présente qu'après l'expiration de l'an et jour, il n'a plus droit à sa chose ; c'est le seigneur qui en a reçu le dépôt qui en devient propriétaire (1).

Mentionnons ici l'origine de notre article 2280 du Code civil.

Les *Etablissements de Saint-Louis* accordaient la restitution du prix d'acquisition à celui qui avait acheté sans fraude un objet mobilier à la foire de Pâques. Beaumanoir étendait cette faveur à tous les achats faits sur un marché public. « *Le cil qui a le coze l'aceta en marciès commun, comme cil qu'il creoit que li venderes eut poir de vendre et ne connoist le vendor ;... en tel cas cil qui poursuit se coze qu'il perdit ou qui fu emblé ou tolu, ne le raura pas, s'il ne rend ce que li aceterres en paia, car puisqu'il l'aceta sans fraude et en marciès, il ne doit pas recevoir la perte de son argent por autrui meffet* » (Beaumanoir, *op. cit.*, ch. XXV, n° 22).

(1) Lorsqu'il s'agissait d'épaves maritimes, woareth ou warese, pour employer l'expression de nos documents, aucune réclamation n'était admise de la part du propriétaire ; le seigneur justicier les acquérait immédiatement en vertu du droit dit de *lagan*.

7. — Examinons maintenant le sort des épaves sous l'empire des Coutumes.

Celui qui a trouvé l'épave doit, comme dans la période précédente, rendre publique sa découverte. C'est ce qu'il fait en allant la déclarer au greffe de la justice du lieu où l'objet a été trouvé. Sur cette déclaration intervient une ordonnance du juge qui fixe le sort de l'objet durant la période intérimaire pendant laquelle la revendication peut se produire. Les animaux sont envoyés en fourrière ; les objets inanimés sont déposés au greffe ou bien confiés à l'inventeur lui-même à charge de les rendre.

Le délai de la déclaration varie avec les Coutumes. Dans la plupart de celles-ci, ce délai est de vingt-quatre heures. Dans la Coutume d'Orléans, il est de trois jours ; dans d'autres Coutumes, il est de huit jours.

Le défaut de déclaration continue à être considéré comme un délit. L'inventeur est passible d'une amende. Il peut, en outre, être tenu à des dommages-intérêts envers le propriétaire de l'objet.

8. — La déclaration de la découverte est suivie de plusieurs proclamations dont le but est de prévenir le propriétaire et de lui donner le moyen de rentrer dans sa chose. Les Coutumes ne sont pas

d'accord sur le nombre et la forme des proclamations à faire. Tandis que les unes exigent trois proclamations de quinzaine en quinzaine, d'autres se contentent de trois proclamations de huitaine en huitaine. Certaines Coutumes veulent que les annonces soient faites un jour de dimanche; d'autres veulent que l'épave soit annoncée aux jours de marché. La Coutume du Poitou se contente d'une publication faite, soit un dimanche, soit un jour de marché. La Coutume du Boulonnais exige deux publications faites, l'une un dimanche, l'autre un jour de marché. Les unes se contentent de proclamations à *l'issue des grand'messes du lieu de la seigneurie*; les autres, de proclamations *aux lieux accoutumés*. La Coutume du Maine veut des proclamations à l'issue des grand'messes du lieu de la seigneurie et dans deux autres paroisses voisines. La Coutume de Bretagne requiert trois proclamations aux grand'messes et une autre au marché.

9. — La diversité n'est pas moins grande en ce qui concerne le délai pour la revendication. Les Coutumes les plus favorables au propriétaire de l'épave lui accordent un an et un jour à partir de la perte pour revendiquer l'objet perdu. D'autres Coutumes plus sévères ne lui donnent que quarante jours, soit à dater de la perte, soit à

dater de l'une ou de l'autre des publications qui ont dû être faites.

Le délai expiré, l'épave ou son prix appartient soit au seigneur haut justicier, ce qui est la règle générale, soit au seigneur moyen justicier, comme à Tours et à Amiens; soit au seigneur bas justicier, comme en Anjou, soit cumulativement aux trois seigneurs comme dans la Coutume de Blois.

10. — Il est deux anciennes Coutumes dont notre législation moderne s'est plus spécialement inspirée. Ce sont les Coutumes de Paris et d'Orléans.

La Coutume de Paris ne contenait pas de dispositions sur le sujet qui nous occupe. La Coutume d'Orléans, au contraire, avait minutieusement réglementé les épaves. Nous allons reproduire ses principales dispositions, ce qui permettra de se faire une idée plus complète de l'ancienne législation des épaves.

C'est au titre VI (art. 163 à 166) que la Coutume d'Orléans traitait *des espaves ou bestes égarées*. — « Espaves se doivent proclamer, dit l'article 163, par trois divers dimanches aux prosnes de la grand'messe parochiale et au siège de la justice du lieu où elles auront été trouvées, à jours de plaids, à la diligence des seigneurs de haute, moïenne et

basse justice ou de celui qui aura trouvé lesdites espaves ».

Il y avait donc lieu à une double publicité, à l'église d'abord, à l'audience ensuite. La première de ces deux publicités fut remplacée en 1695 par des proclamations faites, non plus au prône par le curé, mais par un sergent à la porte de l'église au sortir de la messe paroissiale.

11. — « Espaves, disait encore l'article 163 de la Coutume, se doivent garder pendant 40 jours ».

« Si celui à qui appartiendra l'espave, portait l'art. 164, s'aparoist dans lesdits quarante jours à compter du jour du premier cri fait solennellement, elle lui sera rendue, en payant les nourritures et frais faicts en la garde et proclamation d'icelle. Et où il ne se trouveroit personne qui recherchast la dite espave dedans ledit temps, et iceluy passé, sera adjudgée ausdits seigneurs justiciers, etc., etc. ».

Comme on le voit, un délai de quarante jours à partir de la première proclamation était donné au propriétaire pour réclamer sa chose. Par le premier cri fait solennellement, il faut entendre la première proclamation faite selon les formes de la Coutume, que ladite proclamation ait eu lieu au prône ou à l'audience.

Pendant le délai ci-dessus fixé, il n'était point

permis de vendre l'épave et le droit de revendication pouvait être exercé. Ce droit ne disparaissait même pas par le seul fait de l'expiration du délai de quarante jours. Il subsistait tant que l'adjudication publique n'avait pas eu lieu. « Néanmoins, disait à cet égard l'article 163 de la Coutume, advenant que le temps desdits cris et proclamations fust passé et la beste égarée ne fust encore adjugez, viendra le seigneur d'icelle espave à temps pour la recouvrer et luy sera rendue, faisant apparoir qu'elle lui appartienne et payant les frais comme dessus ».

12. — Les deux formalités que nous venons de signaler étaient certainement prescrites à peine de nullité. L'observation de la première était même sanctionnée par un texte pénal. L'article 163 portait en effet « qui recèle aucune espave ou beste esgarée plus de trois jours sans le déclarer à justice ou la faire crier est amendable d'un escu sol (60 sols tournois) envers justice et tenu des dommages et intérêts du seigneur d'icelle ».

13. — L'adjudication se faisait publiquement par le juge aux jour et lieu auxquels on avait coutume de procéder aux adjudications.

Elle avait pour effet de purger et d'éteindre les droits du propriétaire.

Le produit de la vente, disait l'article 164 de la

Coutume, appartient aux seigneurs justiciers « selon les droits de leur justice ».

Enfin, la Coutume d'Orléans, disposait (art. 164); « Sur l'adjudication de l'espave, prendra celui qui l'aura serrée et déférée à justice, le tiers de ce qu'elle sera vendue publiquement tous frais déduicts ». Ce texte constituait une exception au droit de l'époque, qui, d'une façon générale, attribuait aux seigneurs la totalité du prix des épaves.

CHAPITRE II

DES ÉPAVES EN DROIT MODERNE. — ABSENCE DE RÉGLEMENTATION.

14. — Nous venons de voir, au chapitre précédent, que, sous l'ancien régime, la chose perdue dont le propriétaire n'avait pu être retrouvé, l'épave, appartenait au seigneur.

Le décret des 15-28 mars 1790, relatif aux droits féodaux, titre II, art. 39, portait : « Il est réservé de prononcer s'il y a lieu :... 2° sur les droits de voirie, déshérence, bâtardise, *épaves*, amendes, afforage, etc., etc., dépendant de celui de justice ».

La réglementation que le législateur se proposait ainsi d'édicter se trouve dans l'article 7 du titre I du décret des 13-20 avril 1791, ainsi conçu : « Les droits de déshérence, d'aubaine, de bâtardise, d'*épaves*, de varech, de trésor trouvé, et celui de s'approprier les terres vaines et vagues, ou gastes, landes, biens hermes ou vacants, garrigues, dégards ou vareschaix, n'auront plus lieu

en faveur des ci-devant seigneurs, à compter pareillement de la publication des décrets du 4 août 1789 ; les ci-devant seigneurs demeurant depuis cette époque déchargés de l'entretien des enfants trouvés ».

15. — Lors de la confection du Code civil, le législateur dut, pour être complet, insérer dans le Code un texte réglementant la propriété des épaves. Ce fut l'article 717 du Code civil disposant que les choses perdues, dont le maître ne se présente pas, sont réglées par des lois particulières.

Ces lois n'ont jamais été votées, et la question reste entière de savoir à qui appartiennent les objets perdus ou abandonnés.

Trois théories ont été émises sur la question. La première prétend que les épaves appartiennent à l'Etat ; — la seconde en attribue la propriété au propriétaire du sol sur lequel on les trouve ; — la troisième enseigne que les épaves appartiennent à l'inventeur, mais sous réserve de l'action en restitution qui reste ouverte au propriétaire. Nous allons examiner successivement ces trois systèmes.

§ 1^{er} — *De la théorie d'après laquelle les épaves appartiennent à l'Etat.*

16. — Cette théorie, qui se recommande de l'ancien droit français, a été enseignée par Merlin. Dans son *Répertoire de Jurisprudence* (V^o *Epaves*, n^o 2), Merlin dit que tout meuble trouvé ou volé, qui n'est revendiqué par personne, est regardé comme une épave ; en conséquence, ledit meuble appartient au seigneur haut justicier, *aujourd'hui à l'Etat*. Et à l'appui de sa doctrine, Merlin cite une espèce tranchée le 19 juin 1690 par arrêt du Parlement de Paris, dans laquelle il a été fait application de ce principe. Le Parlement avait jugé qu'un étui renfermant un couteau à manche d'or, une fourchette et une cuiller d'or, remis en 1678 à un orfèvre de Meaux, qui avait retenu ces effets comme suspects d'avoir été volés, serait vendu au plus offrant, pour, les deniers en provenant, être délivrés au fermier du Domaine, sauf à rendre le prix de la vente dans le cas de réclamation du propriétaire.

17. — Dans son *Traité du domaine de propriété ou de la Distinction des biens considérés principalement par rapport au domaine privé* (t. 1^{er}, n^o 408

et suiv.), Proudhon enseigne la même doctrine que Merlin, avec toutefois un tempérament que nous signalerons tout à l'heure (*infra*, n° 18). Remontant à l'origine du droit d'épave, Proudhon constate que ce droit nous vient des Coutumes, dans lesquelles il était toujours lié au droit de justice, et constituait parfois au profit du seigneur la compensation des aliments que ce dernier était tenu de fournir aux enfants trouvés. Comme l'administration de la justice et l'entretien des enfants trouvés sont aujourd'hui des charges de l'Etat, il est naturel de décider que le profit inhérent à ces charges, le droit d'épave, appartient à l'Etat. « Nous devons donc, dit Proudhon (*op. cit.*, t. I^{er}, n° 412), considérer les épaves comme comprises, en principe, dans les dispositions de la loi du 1^{er} décembre 1790, portant que tous les biens et effets, meubles ou immeubles, *demeurés vacans et sans maître*, appartiennent à la Nation, et dans celle du Code Napoléon qui déclare également que les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat (art. 713, C. civ.) ».

Mais Proudhon ajoute qu'il y a pourtant une réserve à formuler. Au jour où elles sont découvertes, les épaves ne peuvent être considérées comme des choses qui tombent de plein droit dans le domaine de l'Etat par le fait qu'elles n'ont jamais

appartenu à personne. Il faut protéger les droits de l'ancien propriétaire ; tel est le but des délais et publications prescrits par les règlements. Ce n'est qu'après l'expiration de ces délais, après les publications faites, que les objets perdus tombent dans la classe des choses devenues sans maître, attribuées en cette qualité à l'Etat.

18. — Cette attribution n'est, d'ailleurs, pas toujours totale, et c'est là que la doctrine de Proudhon se sépare de celle de Merlin. Il y a lieu, pour déterminer la partie revenant à l'Etat, de se référer à l'ancienne coutume du lieu où la chose a été trouvée, et de n'attribuer au fisc que ce qui, sous l'empire de l'ancienne coutume, aurait été attribué au seigneur. L'Etat qui a hérité des charges de ce dernier doit être, en même temps, substitué à ses droits ; mais il ne saurait prétendre à plus de droits que le seigneur n'en possédait lui-même (1).

19. — La théorie d'après laquelle les épaves deviennent la propriété entière de l'Etat, a été consacrée par un avis du Conseil d'Etat du 5 janvier 1821, ainsi conçu : « Le Comité des finances, sur le renvoi qui lui a été fait par Son Excellence, le ministre des Finances, d'une réclamation faite par un sieur Foccard contre un arrêté du préfet du Cher,

(1) V. dans le même sens, FAVARD DE LANGLADE, *Répertoire*, V° *Propriété*, section 1, n° 11.

du 19 septembre 1818, qui porte qu'une balle de laine restée sur le champ de foire de la commune de Riom, et trouvée le 27 juillet 1818, sera vendue au profit du domaine ledit sieur Foccard prétendant l'avoir trouvée, et, en qualité d'inventeur, avoir droit au prix de la vente ; ladite réclamation à laquelle se trouve jointe une lettre de M. le Préfet du Cher au sieur Foccard, par laquelle il lui fait connaître qu'il n'est pas prouvé qu'il ait réellement trouvé la balle de laine, et que, quand même il serait l'inventeur, la jurisprudence sur les objets perdus n'ayant été fixée par aucune loi depuis la Révolution, on devait se reporter aux anciennes coutumes de Berry, qui attribuaient le droit d'épave aux seigneurs ; que, l'Etat leur ayant succédé, c'est à lui que le droit à la propriété de la balle de laine trouvée devait être dévolu ; — Vu les observations du ministre de l'Intérieur, en transmettant ladite réclamation, dans lesquelles il déclare, après avoir établi que le droit d'épave devait plutôt appartenir « aux communes qu'à l'Etat », que cependant son but n'est pas de s'opposer aux prétentions du domaine, mais qu'il lui paraît que les lois n'ont prescrit aucune disposition positive, pour les choses perdues, et qu'il serait important de remplir cette lacune, comme l'indique l'article 717 du Code civil, en proposant

un projet de loi aux Chambres; — Vu l'avis du conseil d'administration des domaines, adopté par le directeur général de cette administration, dans lequel il pose, en principe, que la législation actuelle est suffisante pour attribuer à l'Etat les choses perdues; — Vu les lois des 28 mars et 1^{er} décembre 1790, 20 avril 1791, les articles 539, 713, 717 et 2279 du Code civil; — Considérant que la loi du 20 avril 1791 porte : qu'à partir du 4 août 1789, le droit d'épave n'aura plus lieu en faveur des ci-devant seigneurs; que la loi du 1^{er} décembre 1790 a attribué à l'Etat tous les biens et effets meubles et immeubles demeurés vacants et sans maîtres; que le même principe se trouve implicitement exprimé dans le Code civil, aux articles 539 et 713; *qu'en conséquence, les dispositions générales relatives aux biens et effets, meubles et immeubles, demeurés vacants et sans maîtres, paraissent applicables à l'espèce*; que, d'ailleurs, les droits de l'administration étant les seuls apparents, et la régie des Domaines se trouvant régulièrement nanti de l'objet trouvé, elle est fondée à le garder en séquestre, et ne doit s'en dessaisir que dans le cas où le véritable propriétaire se présenterait, ou bien où un jugement du tribunal attribuerait l'objet trouvé à l'inventeur; — Considérant, quant à l'arrêté du préfet du Cher, qu'il statue sur une contes-

tation de propriété, qui est du ressort des tribunaux ; — Considérant que, bien que l'article 717 renvoie à des lois particulières, pour régler les droits sur les choses perdues, il paraît cependant que les principes généraux de la législation, qu'on a appliqués jusqu'à présent, n'ont donné lieu à aucune réclamation ; — Est d'avis : 1° que l'arrêté du préfet du Cher du 19 septembre 1818 doit être annulé comme incompetemment rendu ; 2° que la réclamation du sieur Foccard ne doit pas être admise ; sauf à lui à se pourvoir devant les tribunaux s'il le juge convenable » (1).

20. — Le système de Merlin et de Proudhon n'a pas prévalu. Les articles 539 et 713 du Code civil, invoqués à l'appui de leur solution, ne peuvent être ici d'aucune application. Ces textes disposent que tous les biens vacants et sans maître et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent au domaine public. Or, les épaves ne sont pas les objets sans maître ; elles ont un maître, mais qui est inconnu. Elles ne réunissent donc pas les conditions exigées par la loi pour être rangées dans le domaine public, et les articles 539 et 713 n'ont pu les comprendre dans leurs dispositions. On ne concevrait pas, d'ailleurs, que si le rédacteur

(1) SIREY, 1^{er} vol. des *Lois annotées*, p. 1048.

des articles 539 et 713 du Code civil eût entendu statuer sur le cas qui nous occupe, il eût immédiatement ajouté dans l'article 717 du Code civil, *que la propriété des choses perdues dont le maître ne se présente pas, serait réglée par des lois particulières*. Pourquoi parler de règlements à venir si la matière est déjà réglée ? Interpréter les articles 539 et 713 comme le font Merlin et Proudhon, c'est dire que l'article 717 n'a aucun sens !

21. — Il ne paraît pas davantage soutenable que l'on doive aujourd'hui pour l'attribution des épaves se référer aux anciennes coutumes (V. *supra* nos 18 et 19).

L'article 717, C. civ. qui renvoie à des lois particulières n'a pu viser les anciens usages féodaux. L'article 7 du décret des 13-20 avril 1791 a formellement aboli les droits féodaux se rattachant à la justice seigneuriale ; parmi ces droits figurait le droit d'épave.

Il n'est pas d'ailleurs admissible que les auteurs du Code civil, qui avaient pour but essentiel d'unifier la législation et de supprimer les inconvénients résultant sous l'ancien régime de la diversité des coutumes, aient entendu, en notre matière, les laisser subsister.

Aussi verrons-nous que l'administration des domaines elle-même a renoncé à ce système, le plus

favorable pourtant à ses intérêts. Dès 1825, une décision du ministre des Finances, sur laquelle nous aurons à revenir bientôt, a abandonné l'opinion émise dans l'avis du Conseil d'Etat de 1821. Depuis cette époque et jusqu'à nos jours, l'administration n'a plus prétendu à un droit exclusif sur les objets égarés ou perdus (1).

§ 2. — *De la théorie qui attribue les épaves au propriétaire du fonds sur lequel elles se trouvent.*

22. — On pourrait considérer les épaves comme étant la propriété de celui à qui appartient le fonds sur lequel elles se trouvent. L'article 546 du Code civil édicte que la propriété d'une chose, soit mobilière soit immobilière, donne droit sur tout ce qu'elle produit et, sur ce qui s'y unit accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement. Le droit d'accession établi par cet article ne pourrait-il point être étendu aux épaves ? Nous ne le

(1) Déc. min. fin., 3 août 1825 (SIREY, 1^{er} vol. des *Lois annotées*, p. 1048, note 1) ; — Sol. Régie, 4 juin 1897 (GARNIER, *Répert. périod. de l'enregistr.*, 1898, art. 9262) ; — MARCADÉ et PONT, *Explicat. théor. et prat. du C. civ.*, sur l'art. 717, n° 2 ; — DEMOLOMBE, *Successions*, t. I, n° 71 ; — AUBRY et RAU, 5^e édit., t. II, § 201, p. 374, note 16 ; — HUC, *Comment. du C. civ.*, t. V, n° 19 ; — BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Successions*, 2^e édit., t. 1^{er} n° 96 ; — FUZIER-HERMAN. *C. civ.*, *annoté*, sur l'art. 717, n° 12.

croyons pas. Seuls sont susceptibles d'être acquis par accession les produits de la chose et les objets qui s'y unissent ou s'y incorporent (art. 551, C. civ.). L'épave n'est certainement pas un produit du fonds où elle se trouve. D'autre part, elle ne s'unit ni ne s'incorpore à fond.

L'art. 551 n'a pas eu d'ailleurs la prétention de formuler un principe général ; il annonce seulement des solutions particulières qui sont contenues dans les articles qui suivent. Ces derniers textes visent des espèces spéciales : tantôt des immeubles qui se trouvent au-dessus, au-dessous ou à côté d'autres immeubles (art. 552 et suiv.), tantôt des meubles qui viennent s'ajouter à d'autres meubles (art. 563 et suiv.). Les solutions consacrées par ces articles ne peuvent être étendues.

23. — Si le législateur avait entendu édicter dans l'article 551 un principe général, il faudrait décider, par application de ce principe, que le gibier appartient au propriétaire du sol sur lequel il se trouve. Cela n'a jamais été admis ; le gibier a toujours été considéré comme n'appartenant à personne, il ne devient propriété privée que du moment où le chasseur s'en est emparé *jure occupationis*. Mais un acte d'appropriation est nécessaire ; la propriété du sol est indépendante de la propriété du gibier qui s'y trouve.

C'est en ce sens et par application de ce principe que la Cour de cassation a jugé, le 13 août 1840, que le fait de fureter dans un bois pour y prendre des lapins (non tenus en garenne), sans la permission du propriétaire, ne constitue pas un vol, puisque les lapins, comme tous les autres gibiers, sont par leur nature, des animaux sauvages qui n'appartiennent à personne (1).

Si le texte de l'article 551, C. civ. constituait un principe général, il faudrait également décider que le trésor appartient au propriétaire du sol dans lequel il se trouve. Or, cette théorie, bien qu'enseignée par Demolombe (2), n'a pas prévalu, et l'on admet généralement que l'art. 716 Code civil est un texte transactionnel constituant une dérogation à la règle qui commanderait de reconnaître la propriété exclusive de l'inventeur (3).

Les objets perdus sont assimilables en tous points au gibier, au trésor; il faut donc refuser au propriétaire du sol, qui n'a fait sur eux aucun acte

(1) Cass. 13 août 1840 (S. 1840. I. 732). — Adde PROUDHON, *Tr. du dom. de propriété*, etc., t. I, n° 386. — AUBRY et RAU, 5^e édit., t. II, p. 363, § 201, note 6. — DEMOLOMBE, *Successions*, t. I, n° 23. — VILLEQUEZ, *Droits du chasseur sur le gibier*, n° 24 et n° 49 et s. — BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Successions*, 2^e édit., t. I, n° 21. — Cpr. cependant Cass. 22 juin 1843. (S. 1843. I. 185).

(2) DEMOLOMBE, *Successions*, t. I, n° 43.

(3) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *op. cit.*, t. I, n° 35.

d'appropriation, le droit de les acquérir par voie d'accession.

24. — La majorité des auteurs s'est ralliée à l'opinion que nous adoptons nous-mêmes (1). La jurisprudence ne semble pas avoir eu l'occasion de statuer sur la question.

C'est à tort, selon nous, que certains auteurs (2) invoquent à l'appui de notre système un arrêt rendu le 22 mars 1846 par la Chambre criminelle de la Cour de cassation dans l'espèce suivante. Le sieur Colombelle, marchand de vin, avait trouvé dans sa boutique un portefeuille contenant deux billets de banque qui y avaient été perdus par deux personnes entrées chez lui. Ces personnes réclamèrent en vain ; Colombelle nia avoir rien trouvé. Une instruction eut lieu dont résulta la preuve que Colombelle s'était approprié les valeurs perdues. Acquitté tout d'abord par le Tribunal de Versailles, Colombelle fut condamné par la Cour de Paris pour s'être approprié, malgré les réclamations des propriétaires, deux billets de banque contenus dans un portefeuille perdu chez lui. Sur pourvoi du

(1) En ce sens : DURANTON, *Cours de dr. français*, t. IV, n° 323 ; — DEMOLOMBE, *op. cit.*, t. I, n° 70. — BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Op. cit.*, t. I, n° 97.

(2) V. notamment BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *op. et loc. cit.* ; — DEMOLOMBE, *op. et loc. cit.*

condamné, la Cour de cassation a approuvé la décision rendue : « Attendu, a dit la Cour, qu'il appartenait à la Cour d'appel de rechercher l'intention de Colombelle dans la perpétration du fait à lui reproché; et qu'en déclarant qu'il avait commis une soustraction frauduleuse, la Cour a usé de son pouvoir souverain d'appréciation » (Cass., 22 mai 1846, Sirey, 1846, 1, 608.)

La question de propriété ne semble pas avoir été soulevée devant l'une quelconque des trois juridictions. Au surplus, les billets perdus ne constituaient pas une épave puisque leur propriétaire s'était révélé. Dire que le prévenu a été condamné parce que les juges ont décidé qu'il n'avait pas acquis la propriété de l'objet perdu, c'est faire dire à l'arrêt plus qu'il n'a décidé, c'est l'invoquer à raison d'une question qu'il ne résout pas.

25. — La même Chambre criminelle rendait, quelques années plus tard, une décision de principe paraissant plus importante, et conçue dans les termes suivants : « La Cour, — Vu l'art. 379, Code pénal ; — Attendu qu'il a été reconnu en fait par le jugement de première instance et qu'il n'est pas contredit par les juges d'appel que le 3 février dernier, le banquier Darnaud laissa tomber de son portefeuille dans son magasin des billets de banque d'une valeur de 2.500 fr. ; que Lavoye

fil, élève de commerce, trouva en balayant cette pièce et qu'il garda sans en parler à personne jusqu'à ce que, plus tard, il en fit la restitution ; — Attendu, en droit, qu'il n'en peut être ici comme du cas où un effet perdu a été trouvé dans la rue ou sur la grande route ; que des billets de banque tombés sur le parquet, s'ils sont égarés, ne deviennent cependant pas, à proprement parler, des objets perdus et sans maître ; que tout ce qui existe dans une maison y demeure sous l'autorité et doit être réputé en la possession du chef de l'établissement, et que rien n'en peut être détourné sans son consentement ; qu'ainsi, en s'emparant, comme il l'a fait, de valeurs sur lesquelles il n'avait aucun droit et parce qu'il les avait ramassées dans le comptoir du banquier Darnaud, en les conservant sans même en avertir ce dernier, Lavoye commettait une soustraction de la chose d'autrui, etc., etc... » (Sirey, 1856, 1, 81).

26. — Il y aurait donc une distinction à faire entre les maisons ou lieux habités et la voie publique. Les objets perdus dans les lieux habités appartiendraient au propriétaire des lieux, à la différence des objets perdus ailleurs.

Cette doctrine qui s'inspire de l'interprétation littérale des termes de l'arrêt, n'a pu être celle de

la Cour suprême. Il n'y a pas de raison suffisante pour distinguer. La circonstance que l'objet a été perdu dans un lieu habité peut bien influencer sur le caractère délictueux de l'acte accompli, elle peut bien faire considérer l'inventeur comme de mauvaise foi, mais elle ne saurait avoir aucune influence sur la question de propriété. Pourquoi serais-je propriétaire de l'objet trouvé dans mon appartement tandis que je ne le serais point de l'objet trouvé dans mon champ ?

L'arrêt de 1855 doit être interprété comme celui de 1846, en se plaçant au point de vue qui a déterminé les rédacteurs de la décision. Il s'agissait de juger un délit, d'en apprécier les éléments constitutifs, il n'était pas question de statuer sur la propriété d'un objet. L'arrêt rendu est intéressant au point de vue pénal, il n'est d'aucun intérêt au point de vue civil.

27. — Un seul point reste établi : la doctrine d'une façon unanime se refuse à reconnaître au propriétaire du sol la propriété des épaves.

Il ne serait même pas possible, à notre avis, de conclure par analogie de l'article 716 du Code civil pour attribuer au propriétaire du fonds la moitié des épaves. L'article 716 du Code civil, nous l'avons vu (n° 23), constitue une dérogation au droit commun de la propriété de l'inventeur. Il

doit donc être interprété restrictivement. Edicté spécialement pour le cas du trésor, il ne doit pas être étendu aux épaves qui diffèrent essentiellement du trésor. Le trésor est toute chose cachée ou enfouie sur laquelle personne ne peut justifier sa propriété (art. 716). L'épave est toute chose égarée ou perdue dont le maître existe, mais n'est pas connu. Le trésor est une *Res nullius* ; l'épave est l'objet d'un droit de propriété. Cette différence de nature doit nécessairement entraîner une différence de traitement.

§ 3. — *De la théorie d'après laquelle les épaves appartiennent à l'inventeur.*

28. — Les deux premières théories étant écartées, cette dernière théorie reste seule possible. Et c'est, en effet, celle qui a réuni la majorité des suffrages. Disons cependant tout de suite, qu'elle n'a jamais été admise d'une façon absolue, et que, si le principe d'après lequel l'inventeur a droit à l'épave est aujourd'hui généralement suivi, son application est tempérée par des mesures protectrices des droits de l'ancien propriétaire.

A défaut de textes précis, des usages se sont éta-

blis en la matière; une législation coutumière s'est fondée dès l'origine qui jusqu'à aujourd'hui a été à peu près constamment respectée.

Il est intéressant de connaître les principaux monuments de cette législation. Ce sont : Une ordonnance (ou circulaire de police) du 19 frimaire an XIII, une décision du ministre des Finances du 3 août 1825.

29. — L'ordonnance du 19 frimaire an XIII contient les dispositions suivantes : Tout effet trouvé doit être rendu de suite à son propriétaire s'il est connu; s'il n'est pas connu, l'effet doit être porté chez l'officier de police le plus voisin qui en reçoit la déclaration et la transmet avec l'objet trouvé au Préfet de police.

Cette ordonnance, spéciale à la Ville de Paris, constitue la réglementation du service organisé à la Préfecture de police pour le dépôt des objets supposés perdus, abandonnés, etc., etc... (1).

30. — La décision du ministre des finances du 3 août 1825 est ainsi conçue : « Le ministre secrétaire d'Etat des finances, — Vu la pétition de la dame Marie-Louise Huard; veuve de Bernard Lanceneur, demeurant à Versailles, tendant à obtenir l'indemnité à laquelle elle peut avoir droit

(1) V. BRAYER, *Dictionnaire général de police admin. et judic.*,
V^o « Objets trouvés » épaves, t. III, p. 202.

d'après les lois et règlements, à raison du dépôt volontaire par elle fait, il y a trois ans, au greffe du tribunal civil de Versailles, d'une montre d'or qu'elle avait trouvée sur la voie publique au mois d'octobre 1821 et dont le propriétaire ne s'est pas présenté pour la réclamer, laquelle montre a été vendue récemment par le domaine avec d'autres objets mobiliers saisis sur des condamnés ; — Vu l'arrêté de M. le Préfet du département de Seine-et-Oise en date du 8 mars dernier, tendant à ce que la somme de 72 fr. 05 c, montant de la vente de la montre d'or dont il s'agit, soit allouée à la réclamante ; — Vu l'avis de M. le Directeur Général des Domaines, dont les conclusions tendent à attribuer à l'Etat les objets perdus et non réclamés dans les trois ans, sur le motif que, d'après l'article 717 du Code civil, les objets perdus devant être réglés par des lois particulières et aucune disposition n'étant intervenue depuis, il y avait lieu de se reporter aux anciens règlements et notamment à la jurisprudence du Parlement de Paris qui attribuait les épaves au seigneur justicier aujourd'hui représenté par l'Etat ; — Vu la décision du 8 août 1821 rendue dans une espèce analogue et celle du 28 juillet 1824, prise pour son exécution ; — Vu l'article 717 du Code civil ; — Considérant qu'en l'absence de dispositions spé-

ciales sur la matière, l'on ne peut se déterminer que par des considérations morales ; qu'il importe de laisser à l'inventeur l'espoir de profiter un jour de l'objet qu'il a trouvé, puisque cet espoir peut le décider à en faire le dépôt et que cette mesure, par la publicité qu'elle occasionne et les délais qu'elle entraîne, a pour but de mieux assurer les droits du propriétaire ; — Considérant d'ailleurs qu'il est de principe qu'en fait de meubles la possession vaut titre, décide ce qui suit : L'arrêté de M. le Préfet de Seine-et-Oise du 8 mars dernier est approuvé. La somme de 72 fr. 05, perçue par le Domaine pour le prix de la vente faite d'une montre d'or trouvée au mois d'octobre 1821 par la dame veuve Lanceneur, sera en conséquence remise à celle-ci, sous la déduction toutefois des frais de régie » (Sirey, 1^{er} vol. des *Lois annotées*, p. 1048, note 1).

31. — La solution consacrée par la décision que nous venons de rapporter est encore celle de la Régie des domaines ; le droit de l'inventeur n'est plus l'objet d'aucune contestation, ainsi qu'il résulte de la solution ci-après en date du 4 juin 1897. « Monsieur le Directeur, M. V. E, conducteur de la compagnie des wagons-lits a trouvé dans la nuit du 3 au 4 mars 1894 une somme de 420 francs dans un sleeping-car faisant] partie d'un train de la

Compagnie du Midi et dont la surveillance lui était confiée. La Compagnie a versé cette somme le 22 avril dernier au bureau des Domaines de B... Plus de trois ans s'étant écoulés sans que le propriétaire de la valeur perdue l'ait réclamée, M. V. E. en demande la restitution à son profit. Dans l'état actuel de la législation sur les épaves trouvées dans les dépendances d'un chemin de fer, et en attendant qu'une loi intervienne sur cette matière pour régler les droits respectifs de l'Etat, de l'inventeur et du propriétaire du lieu où l'objet perdu a été recueilli, l'Administration ne semble pas, dans la circonstance, pouvoir refuser l'attribution sollicitée. Vous voudrez bien en conséquence soumettre à M. le Préfet de... des propositions en vue de la liquidation de la somme à rembourser à M. V. E., sous la déduction des frais de régie à 5 0/0 attribués à l'Etat par la loi du 5 mai 1855 » (1).

32. — Il est intéressant de se demander quelle est la valeur de l'opinion qui s'appuie uniquement sur la décision ministérielle du 3 août 1825, reproduite *supra*, n. 30.

Cette décision n'a pas la force obligatoire d'un texte législatif, et il est permis d'en critiquer le

(1) GARNIER, *Répert. périodiq. de l'enreg.*, 1898, art. 9262.

dispositif et les motifs. Nous arriverons ainsi à repousser la doctrine qui s'est appuyée sur elle.

Le ministre a invoqué à l'appui de sa solution l'article 2279 du Code civil : En fait de meubles possession vaut titre. Mais l'article 2279 n'est applicable que sous certaines conditions parmi lesquelles la bonne foi du possesseur (1). Or, l'inventeur d'un objet perdu est nécessairement un possesseur de mauvaise foi, puisqu'il sait qu'il ne tient pas la chose du véritable propriétaire. Au surplus, le texte de l'article lui-même excepte de sa disposition générale les objets perdus. « Néanmoins, dit l'article 2279, al. 2, *celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose peut la revendiquer pendant trois ans à compter du jour de la perte ou du vol contre celui dans les mains duquel il la trouve, sauf à celui-ci son recours contre celui duquel il la tient* ».

L'article 2279 n'avait donc rien à faire en l'espèce et la justification que le ministre a pensé y trouver de sa décision, ne s'y rencontre pas en réalité.

33. — Que penser de la seconde raison invoquée par le ministre ? Il importe, dit la décision, de laisser à l'inventeur l'espoir de profiter un jour de sa

(1) V. en ce sens, AUBRY et RAU, 5^e édit., t. II, § 183, texte et note 29. — BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, *Prescription*, 2^e édition, n. 871.

découverte. Ce motif serait certainement excellent à donner pour faire aboutir un projet de loi conçu dans le sens même de la décision. Mais la solution d'un litige ne doit pas être basée sur des considérations morales ; il est nécessaire qu'un texte existe justifiant la solution rendue. Ce texte n'est pas visé dans la solution de 1825, il faut le rechercher dans les principes généraux du droit.

« Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, dit l'article 545 du Code civil, si ce n'est pour cause d'utilité publique ». Or, le propriétaire d'un objet perdu ou égaré n'a pas abdiqué volontairement sa propriété ; et, d'autre part, la loi ne fait point résulter cette abdication du fruit de la perte ou du vol.

Si l'inventeur peut devenir propriétaire de l'objet trouvé, ce n'est donc pas en vertu d'une cession, soit conventionnelle, soit légale, s'opérant immédiatement par le fait même de la découverte. La décision de 1825 suppose ce principe lorsqu'elle parle du dépôt, de la publicité qu'il occasionne et du délai qu'il entraîne. La propriété de l'inventeur ne peut se justifier qu'au moyen d'une prescription qui serait acquise à son profit.

34. — L'étude de cette prescription occupera une section du chapitre qui va suivre. Ce sera la section consacrée à la protection des droits du

propriétaire. Les délais édictés par le Code civil au titre de la prescription n'ont pas d'autre but que cette protection. La loi n'a pas voulu qu'un instant de négligence, un défaut de surveillance pussent être punis de la perte immédiate d'un droit acquis et possédé depuis longtemps.

Ces mesures protectrices des droits du propriétaire constituent les restrictions au droit de l'inventeur que nous annonçons au début de cette section (n° 24). Nous allons immédiatement en aborder l'étude.

CHAPITRE III

DES MESURES DE PROTECTION DES DROITS DU PROPRIÉTAIRE ET DES OBLIGATIONS DE L'INVENTEUR D'UNE ÉPAVE.

§ 1. — *Droit de revendication du propriétaire.*

35. — Ainsi que nous l'avons vu, la perte d'un objet ne met pas fin immédiatement au droit de propriété de celui qui l'a perdu. Ce dernier peut exercer les actions dérivant à son profit de son titre de propriétaire. La plus importante de ces actions tend à revendiquer la chose lorsque cette chose se trouve entre les mains d'un tiers qui prétend avoir lui-même des droits sur elle. L'exercice du droit de revendication est soumis à des conditions différentes, selon que le propriétaire se trouve en face du premier possesseur, ou selon qu'il a affaire à un tiers détenteur. De là la division naturelle de notre paragraphe en deux parties : revendication exercée contre l'inventeur, revendication exercée contre le tiers détenteur.

a) Revendication contre l'inventeur.

36. — Le principe de la revendication étant admis, il ne reste plus à étudier que la question du délai pendant lequel reste ouvert l'exercice de l'action.

Ici s'applique selon nous le délai de trente ans. C'est là la règle générale de l'article 2262 du Code civil, aux termes duquel toutes les actions, tant réelles que personnelles, sont prescrites par trente ans, sans que celui qui allègue cette prescription soit obligé de produire un titre et sans qu'on puisse lui opposer sa mauvaise foi.

Ce délai serait applicable même avec la doctrine de certains auteurs qui se refusent à admettre en notre espèce la possibilité d'une véritable action en revendication et qui soutiennent que l'action dirigée contre l'inventeur n'est en réalité qu'une action personnelle en restitution basée sur les articles 1382 et 1383 (1).

37. — On a quelquefois soutenu, et telle semble être aujourd'hui l'opinion de la régie (2), que l'action contre l'inventeur ne dure que trois ans.

(1) V. en ce sens, AUBRY et RAU, 5^e édit., t. II, § 183, p. 143 et s.

(2) V. Solution de la régie, 4 juin 1897, *Supra*, n° 31.

On a invoqué à l'appui de cette solution les termes de l'article 2279 du Code civil; mais nous avons déjà démontré que ce texte ne pouvait trouver d'application en l'espèce qui nous occupe. L'article 2279 suppose que le possesseur a juste titre et bonne foi, ce qui n'est pas le cas de l'inventeur (1).

On a invoqué également l'article 638 du Code d'instruction criminelle, qui décide qu'en matière de délits, il y a lieu d'appliquer la prescription de trois ans, aussi bien à l'action civile résultant du délit qu'à l'action criminelle. Mais il faut alors supposer qu'on ne se trouve pas en présence d'un inventeur pur et simple mais en présence d'un voleur. L'on oublie d'ailleurs, dans ce système, qu'indépendamment de l'action civile née du délit, le propriétaire jouit, à l'encontre des détenteurs de sa chose, d'une action personnelle en restitution, laquelle ne se prescrit que par trente ans. La revendication ne naît pas du fait du vol, elle était l'accessoire du droit de propriété préexistant et le vol n'a pu la faire disparaître (2).

38. — La loi du 4 avril 1889 sur le Code rural

(1) V. en ce sens, BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, *Prescription*, n. 885. — DEMOLOMBE, *Successions*, t. I, p. 90, n° 71.

(2) Sic, LABBÉ, note sous Cass., 4 août 1886, SIREY, 1887, I, 169.
— BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, *op. cit.*, n° 638.

a édicté une dérogation à la règle générale de la prescription trentenaire. Aux termes de l'article 5 de cette loi. « Les volailles et autres animaux de basse-cour qui s'enfuient dans les propriétés voisines ne cessent pas d'appartenir à leur maître, quoiqu'il les ait perdus de vue. Néanmoins, celui-ci ne pourra plus réclamer un mois après la déclaration qui devra être faite à la mairie par les personnes chez lesquelles ces animaux se seront enfuis ».

La loi s'abstient de déclarer qu'à l'expiration du délai fixé, les volailles appartiendront à l'inventeur. Mais cette attribution résulte de la doctrine que nous avons adoptée au chapitre précédent et qui est devenue, nous l'avons vu, la doctrine générale. Les animaux égarés répondent mieux que toute autre chose à l'idée et à la définition des épaves ; on sait, en effet, que le terme d'épave vient du latin *expave facta*, expression autrefois employée pour désigner les animaux que la peur avait fait enfuir ou qui avaient cessé d'être sous la surveillance de leur maître.

39. — Au cours de la discussion de la loi de 1889 au Sénat (séance du 4 février 1882, Jour. off. du 5, *Déb. parl.*, p. 96), M. de Gavardie a émis l'avis que la disposition législative proposée, en supprimant l'application de l'article 2279 du Code civil

et en déclarant que le propriétaire ne pourrait plus réclamer ses volailles et animaux de basse-cour après le délai d'un mois, aurait pour conséquence de mettre après ce délai le voleur à couvert. M. le Garde des Sceaux lui a répondu que l'article 2279 du Code civil ne prévoyait nullement le cas de vol, et que dans ce cas, la revendication durerait toujours trente ans (1).

Il y a lieu de tenir compte de cette déclaration en tous points conforme d'ailleurs à la saine interprétation de l'article 2279, et de réserver le cas de vol auquel la loi de 1889 est aussi inapplicable.

40. — Cette question de droit rural nous conduit à parler d'une matière également réglée, tant par la loi de 1889, que par les autres lois précédentes qui constituent l'ensemble des dispositions que l'on a coutume d'appeler « Code rural ». Il s'agit des abeilles. Les abeilles ont eu, depuis les temps les plus reculés, le privilège de fixer l'attention des législateurs. Longtemps elles ont été considérées comme de véritables épaves. Merlin, dans son Répertoire, (v^o *Gayves* n^o III), nous dit que telle était la solution consacrée notamment par la Coutume de Bourgogne dont l'article 104 était ainsi conçu : « *Mouchettes trouvées*

(1) SIREY, *Lois annotées* de 1889, p. 553, note 14 bis.

appartiennent à celui qui a la haute justice du lieu où la mouchette est trouvée, non pas à celui qui a la petite justice. Telle est, ajoute Merlin, la jurisprudence attestée par les auteurs qui citent même à ce sujet un arrêt du 14 mars 1666 ».

L'article 337 de la Coutume du Bourbonnais considérait pareillement les abeilles comme des épaves dont moitié appartenait au premier occupant. et moitié au seigneur. L'inventeur était privé de sa part et condamné à une amende de 60 sols parisis lorsqu'il négligeait d'avertir le seigneur.

Mais, dans ces coutumes, on réservait le cas où le propriétaire de la ruche abandonnée n'avait pas perdu l'essaim de vue et l'avait suivi, tout au moins de l'œil, jusqu'à l'endroit où il s'était arrêté. L'essaim, dans ce cas, était censé n'être point sorti du pouvoir de son propriétaire (1).

41. — Merlin rapporte en ce sens un arrêt du Parlement de Bourgogne rendu dans l'espèce suivante : « Un nommé Lécivain, du village de Vosne, ayant suivi un essaim de mouches à miel, qui s'était envolé de l'une de ses ruches, l'avait vu

(1) Telle était déjà la solution du droit Romain ; la loi 5, § 4, *De acquir. rer. dom.* s'exprimait en ces termes : *Examen quod ex alveo nostro evolaverit, eo usque nostrum intelligitur, donec in conspectu nostro est, nec difficilis ejus persecutio est : alioquin occupantis fit.*

se fixer sur les branches d'un arbre planté dans un héritage appartenant à Gaspard Moineard. L'écrivain l'en avait enlevé. Le propriétaire de l'arbre, auquel se joignit le procureur d'office du seigneur, lui firent sur cela un procès criminel et obtinrent contre lui un décret de la justice des lieux. — Sur l'appel interjeté par l'accusé au bailliage de Nuits, il fut dit qu'il avait été mal informé et décrété, et L'écrivain fut renvoyé de l'accusation avec dépens. — Cette affaire étant dévolue par appel à la Cour, il y eut arrêt rendu le 9 février 1642, par lequel la sentence fut seulement réformée pour le regard des dépens, lesquels furent compensés; pour le surplus, elle fut confirmée » (1).

42. — Quel était le propriétaire des abeilles dans les pays où les coutumes étaient muettes sur la question ? Etaient-elles là aussi considérées comme *choses gayves* réservées au seigneur justicier ?

Pothier (*Tr. du droit de Domaine de Propriété*, n° 81), nous dit que telle n'est pas son opinion. « Les essaims étant choses qui n'appartiennent à personne, lesquels, aux termes du pur droit naturel, appartiennent au premier occupant, les seigneurs ne peuvent s'attribuer le droit de s'en emparer,

(1) V. MERLIN, *Répertoire*, V° GAYVES, n. III.

privativement à toute autre personne, sans une loi positive qui le leur attribue. Les coutumes qui accordent ce droit aux seigneurs, n'ayant force de loi que dans leur territoire, les seigneurs, hors de ces coutumes, ne sont fondés sur aucune loi pour se les attribuer. »

43. — L'article 5 section III de la loi des 28 septembre — 6 octobre 1791 dispose que « le propriétaire d'un essaim a le droit de le réclamer et de s'en ressaisir tant qu'il n'a pas cessé de le suivre ; autrement l'essaim appartient au propriétaire du terrain sur lequel il s'est fixé ».

L'article 9 de la loi du 4 avril 1889 sur le Code rural reproduit textuellement l'article 5 de la loi des 28 septembre — 6 octobre 1791.

De ces dispositions législatives, il résulte que, dans notre droit moderne, les abeilles ne peuvent plus comme autrefois être considérées comme des épaves. Elles ont pu avoir un maître, mais la seule circonstance que ce maître a cessé de les suivre fait disparaître le droit de propriété dont elles étaient l'objet. Elles ont eu un propriétaire, elles n'en ont plus. Elles ne sont pas des choses dont le propriétaire est inconnu, elles sont *res nullius*. Nous n'avons d'ailleurs pas à examiner la question de savoir si le propriétaire du fonds sur lequel l'essaim s'est fixé devient pro-

priétaire par voie d'occupation ou par voie d'accession ; cette question sort en effet du cadre que nous nous sommes tracé (1).

b) Revendication contre un tiers détenteur.

44. — Le cas que nous avons à étudier dans cette section est prévu et réglé par l'art. 2279, al. 2., C. civ., dans les termes suivants : « Néanmoins celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose peut la revendiquer pendant trois ans à compter du jour de la perte ou du vol contre celui dans les mains duquel il la trouve, sauf à celui-ci son recours contre celui duquel il la tient ».

La disposition législative ci-dessus visée est d'autant plus importante à connaître qu'elle constitue une exception à la règle : *En fait de meubles possession vaut titre.*

Nous n'avons pas ici à rechercher les origines de cette règle qui est la règle fondamentale de notre droit en matière de propriété mobilière ; nous n'avons pas à en faire l'interprétation ni à en étudier la portée. Ce sont là questions fort délicates, fort controversées, qui sortent du cadre de notre

(1) V. sur la question, BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Successions*, 2^e édit., t. I, n^o 18.

étude. Nous admettons la théorie de Bourjon. Dire qu'en fait de meubles possession vaut titre, c'est dire que le possesseur est considéré par la loi comme ayant titre de propriétaire et qu'on ne peut pas plus revendiquer contre lui que contre un véritable propriétaire. La sûreté du commerce l'exige ainsi, nous dit Bourjon (1).

45. — D'après les termes mêmes de l'article 2279, alinéa 2, C. civ., il y a lieu de distinguer selon que l'on se trouve dans les trois années à dater du jour de la perte ou selon que ce délai de trois années est expiré. Dans le premier cas, l'action en revendication est admise contre le tiers détenteur ; dans le second cas, cette action n'est plus possible.

Ce délai de trois ans est une transaction entre les divers intérêts qui sont en jeu. Il eut fallu, en toute justice, accorder au propriétaire qui a perdu

(1) V. en ce sens, BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, *Prescription*, 2^e édition, n° 827. — LAURENT, *Principes de droit civil français*, t. XXXII, n. 542. — DEMANTE et COLMET DE SANTERRE, *Cours analytique du Code civil*, t. VIII, n. 837 bis. — *Contra*, DEMOLOMBE, *Cours de Code Napoléon*, t. IX, n° 622, d'après lequel l'article 2279 du Code civil établit une véritable prescription momentanée et ne constitue pas un mode d'acquisition ; — AUBRY et RAU, 5^e édit., t. II, p. 144, § 183, texte et note 3, d'après lesquels l'art. 2279 s'explique par l'idée d'une présomption de propriété attachée à la possession des meubles, présomption *juris et de jure* qui n'admet la preuve contraire que dans les cas expressément réservés par le législateur.

sa chose, le délai le plus long de la prescription. Mais cette faveur eût nui aux intérêts du commerce. Il importe que l'acquéreur d'un meuble ne soit pas indéfiniment exposé aux revendications d'un tiers se prétendant propriétaire du meuble. Il serait même désirable que, dès l'instant de son acquisition, l'acquéreur d'un meuble fût assuré de ne jamais être troublé dans sa propriété.

46. — Comment donc le législateur a-t-il pu faire échec à des principes dont l'intérêt public exigeait l'application ? Il faut chercher le motif de sa décision dans les circonstances qui accompagnent ordinairement l'acquisition des objets perdus.

Il est rare que la vente d'un objet perdu se fasse dans des conditions normales. L'inventeur, nous l'avons vu, est un possesseur de mauvaise foi. Celui qui vend l'objet est, bien souvent, d'une condition sociale rendant douteuse l'origine de l'objet qu'il met en vente. La crainte d'être connu du véritable propriétaire avant d'avoir pu faire argent de l'objet trouvé le poursuit. Il négocie à la hâte ; il vend souvent au rabais et à vil prix. L'amateur auquel il s'adresse a-t-il pu, dans de telles conditions, ne concevoir aucun soupçon ? N'a-t-il aucune faute à se reprocher ? Il est bien difficile de l'excuser complètement.

Le législateur s'est rendu à ces considérations :

Sivry.

il a préféré l'ancien propriétaire ; il a trouvé la situation de ce dernier plus intéressante. La solution transactionnelle qu'il a consacrée est équitable ; elle satisfait l'intérêt public et les intérêts privés ; il y a lieu de l'approuver sans réserves.

47. — Il suffit, pour intenter l'action en revendication de l'art. 2279, al. 2., C. civ., de justifier que l'on était, au jour de la perte, en possession de l'objet perdu. La possession que l'on avait alors vaut, en effet, titre de propriété dans les termes de l'art. 2279, 1^o C. civ. La présomption dérivant de ce dernier texte dispense le revendiquant de toute autre preuve complémentaire de son droit.

C'est en ce sens, croyons-nous, qu'il faut interpréter un arrêt de la Chambre civile du 28 mars 1888 (Sirey, 1888, I, 265). Un sieur Jeanne avait déposé dans les Caisses du Crédit lyonnais trois titres de rente italienne. Un employé de cette banque étant parvenu à s'emparer de ces titres les a remis à des bailleurs de fonds en gage des avances à lui faites par ces derniers. Le Crédit lyonnais, après avoir restitué à son déposant des titres identiques à ceux déposés, a assigné les prétendus créanciers gagistes en restitution des titres à eux donnés par l'employé. Il a été débouté de sa demande, le 4 décembre 1885, par la Cour de Paris sous prétexte qu'il n'était pas le véritable propriétaire des titres volés. Sur pour-

voi du Crédit lyonnais, l'arrêt attaqué a été cassé. « Attendu que s'il est constant, en fait, que si le Crédit lyonnais n'était pas propriétaire des trois titres de rente italienne en litige, il était tout au moins dépositaire de ces valeurs, et responsable, en cette qualité, de leur garde envers le déposant, et que lesdits titres avaient été détournés de la Caisse du Crédit lyonnais par suite d'un abus de confiance commis à son préjudice par son employé ; attendu qu'entre autres conclusions prises par le Crédit lyonnais, figuraient des conclusions tendant à la nullité des nantissements ; — Attendu que pour repousser ces conclusions, l'arrêt attaqué se fonde uniquement, sur ce que le Crédit lyonnais *étant non recevable à revendiquer les titres volés* et ne justifiant d'aucun droit de propriété sur ces titres, était sans qualité pour contester la validité des nantissements ; — Mais attendu que si, pas plus que le propriétaire, le dépositaire, victime d'un abus de confiance, n'a aucune qualité pour revendiquer les titres détournés dans les mains d'un tiers, détenteur de bonne foi, qui en a acquis la possession *animo domini*, il en est autrement lorsque le détenteur n'est en possession que par suite d'un nantissement irrégulier ; — Casse, etc. »

48. — Les principes appliqués par la Cour su-

prême dans cette espèce où il s'agissait d'objets volés seraient également applicables à une revendication d'objets perdus; il y a dans les deux cas mêmes motifs de décider.

Peu importe donc pour qui l'on possède, que ce soit pour soi-même, ou que ce soit pour un autre : le fait de la possession justifie à lui seul l'exercice de l'action en revendication. Les termes de l'article 2279, al. 2, sont d'ailleurs très formels en ce sens. La loi ne dit pas : le *propriétaire* pourra revendiquer; elle dit seulement : *celui qui a perdu* ou *auquel il a été volé* peut revendiquer.

49. — Le demandeur qui se réclame de l'art. 2279 al. 2. C. civ. doit établir le fait de la perte. Il y a lieu de lui appliquer la règle générale : *Actori incombis probatio*. Le possesseur, défendeur à l'action, peut se borner à invoquer le fait de sa possession.

Faut-il appliquer à cette preuve l'art. 1344 C. civ. qui prescrit de dresser un écrit, soit authentique, soit sous signature privée, de toutes choses excédant la valeur de 150 francs? Nous ne le pensons pas. Celui qui a perdu une chose se trouve dans le cas d'exception prévu par l'article 1348 du Code civil. La perte constitue un accident imprévu à l'occasion duquel il ne peut être question de dresser un acte écrit.

Tous les modes de preuve seront donc admis pour établir le fait de la perte : témoins, présomptions, etc., etc..

50. — Il a été fait de ces principes une application très intéressante. La Bibliothèque nationale revendiquait contre le sieur Feuillet de Conches une lettre autographe de Montaigne, qui avait été égarée ou soustraite. La Cour de Paris, dans son arrêt du 8 août 1851 (Sirey, 1851. 2. 475) s'est exprimée sur la question de la preuve dans les termes suivants : « Considérant, en droit, que celui qui a perdu, ou auquel il a été volé une chose peut la revendiquer contre celui entre les mains duquel il la trouve, quelque incontestable que soit la bonne foi de celui-ci ; — Considérant que le demandeur, en pareil cas, n'est pas dans l'obligation de produire une preuve littérale des faits sur lesquels il fonde sa demande, puisqu'il ne lui a pas été possible de se la procurer ; qu'il est donc constant qu'aux termes des articles 1348 et 1353, C. civ., il a le droit d'invoquer, pour justifier ses assertions, des présomptions graves, précises et concordantes, etc., etc. ».

51. — S'il est vrai que tout possesseur peut exercer l'action de l'article 2279 al. 2, il est également vrai que cette action ne peut être exercée que contre le détenteur. Celui-là seul, qui détient l'ob-

jet, peut le restituer ; à celui-là seul, il est logique de s'adresser pour la restitution. Le dessaisissement du détenteur éteint l'action que l'article 2279, al. 2 avait instituée contre lui (1).

Est-ce à dire que l'aliénation de la chose perdue ne laisse subsister aucun recours contre l'inventeur ? Est-ce à dire qu'à partir du jour de la vente cet inventeur doit se trouver à l'abri de toute réclamation ? Ne restera-t-il pas passible d'une action en dommages-intérêts ? Cela est possible. L'ancien possesseur a pu être négligent ou imprudent et causer un préjudice au propriétaire. Ce préjudice donne ouverture à une action en réparation dans les termes de l'article 1382 du Code civil. Tel serait le cas d'un banquier, qui aurait reçu d'un individu dont il ne connaissait pas l'identité, un titre trouvé, et qui aurait ensuite revendu ce titre en Bourse.

52. — A l'appui de la doctrine qui soutient que l'action en revendication de l'article 2279, al. 2 subsiste après l'aliénation de l'objet perdu, contre celui qui l'a aliéné, on a quelquefois cité un arrêt de la Cour d'Aix en date du 17 mai 1859 (Sirey, 1859. 2. 624) (2).

(1) V. en ce sens, Cass. 24 juin 1874, Sirey, 1875, 1.168).

(2) BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, *Prescription*, 2^e édition, n° 888, et note 4.

Mais pour condamner le défendeur bien qu'il eût cessé d'être détenteur, la Cour d'Aix s'est en réalité basée sur l'art. 1382, C. civ. Au surplus, les motifs de sa décision sont formels à cet égard : Attendu, y est-il dit, que Dalmas en achetant de l'ouvrier Cleri une quantité considérable de pièces d'or à l'effigie de Louis XIV et de Louis XV, sans s'assurer que celui-ci était légitime propriétaire, *a commis une faute lourde* vis-à-vis de Verdillon à qui elles appartenaient pour moitié ; — Attendu qu'ainsi obligé personnellement par sa faute, il n'a pas pu se soustraire à son obligation en revendant à un tiers les pièces d'or dont il s'agit ; qu'il en doit donc la valeur, etc. »

53. — L'action en revendication peut être intentée contre tout détenteur quel que soit le titre de la détention. Le propriétaire qui trouve sa chose entre les mains d'un tiers ignore la nature de la possession de celui-ci, et ne doit pas avoir à s'en inquiéter. Il doit pouvoir s'adresser au possesseur apparent, à celui qui est en état de restituer.

Cette règle, qui protège justement le propriétaire et lui facilite le recouvrement de son bien, était déjà admise par Pothier (1).

(1) POTHIER, *Du domaine de Propriété*, partie 2, ch. I, art. 1, § 3.

Par application de cette règle, la Chambre civile, par arrêt du 5 mai 1874 (S. 1875. 1. 49), a admis la revendication d'un titre volé contre l'agent de change qui l'avait reçu pour en opérer la vente ; cet agent de change n'était pourtant détenteur que comme mandataire et non comme propriétaire.

54. — Après avoir examiné à qui appartient l'action de l'article 2279 al. 2, et contre qui cette action peut être exercée, il nous reste à faire un rapide exposé des conditions que le texte lui-même apporte à l'exercice de cette action et des conséquences que son admission peut entraîner.

Une seule condition est imposée par la loi : il faut que le propriétaire agisse dans les trois ans qui suivent la date de la perte de la chose. Ce délai expiré, le texte exceptionnel n'est plus applicable ; il y a lieu de revenir à la règle générale : en fait de meubles possession vaut titre. Le possesseur doit, en conséquence, être considéré comme propriétaire *erga omnes* par le fait de l'acquisition *lege* dont il est bénéficiaire.

Est-il nécessaire que le propriétaire, qui justifie de la perte de sa chose, prouve en outre qu'il a bien intenté son action dans le délai de trois ans imparti par la loi ? La question a été tranchée affirmativement (1). Nous croyons, au contraire,

(1) Chambéry, 20 mars 1894 (Dalloz, 1895. 2. 342).

qu'il incombe au possesseur de prouver que l'action a été intentée après le délai expiré. L'expiration du délai de trois ans constitue une véritable exception opposable par le défendeur à l'action en revendication. En tant que ce dernier se prévaut de cette exception, il devient demandeur, ayant la charge de la preuve conformément à l'adage *Reus in excipiendo fit actor*.

55. — La question se pose de savoir si le délai de trois ans court contre les incapables, mineurs et interdits.

Si l'on doit considérer ce délai comme un délai de prescription, il faut se prononcer pour la négative. L'article 2252, C. civ. édicte, d'une manière générale, que la prescription ne court pas contre les mineurs et les interdits. Sans doute, l'article 2278 consacre de nombreuses exceptions à ce principe, et l'on dit couramment, à vue de ce dernier texte, que les courtes prescriptions courent contre les incapables. Mais cette manière de parler est impropre. Les exceptions prévues par l'article 2278 sont limitativement déterminées ; on ne peut en étendre la liste. Les mineurs et les interdits tombent sous le coup des articles 2271 et suiv. ; dans tous les autres cas de prescription, la loi les a protégés spécialement. En vain objecte-

rait-on que l'article 2278 parle des prescriptions dont « il s'agit au cours de la présente section » et ferait-on remarquer que l'art. 2279 se trouve dans cette section ; il est certain que les rédacteurs de l'art. 2278 C. civ. ont entendu se référer aux articles précédents et à ceux-là seulement ; ils n'ont pu viser un texte qui n'était pas encore établi.

56. — Mais le délai de l'art. 2279, al. 2 ne peut être considéré comme un délai de prescription. La prescription suppose une possession qui se continue pendant toute la durée du délai fixé par la loi ; or, cette exigence n'existe pas en notre matière. Il n'est pas nécessaire que le détenteur actuel possède depuis trois ans ; il suffit que trois ans se soient écoulés depuis le jour de la perte, le dernier possesseur n'eut-il possédé qu'un seul jour.

En vain dira-t-on que la possession de ses auteurs vient s'ajouter à la sienne pour compléter le délai exigé. Il se peut que la possession de ses auteurs ne soit d'aucune utilité ; par exemple si elle n'a pas réuni la condition de bonne foi exigée pour opérer la prescription.

57. — Le délai de l'art. 2279 alinéa 2 est un véritable délai préfixe. L'art. 2279 édicte une déchéance et non une prescription. Après trois

ans, le propriétaire est *déchu* du droit de formuler une réclamation quelconque.

Il importe peu dès lors que l'on se trouve en présence d'un incapable ; le délai des déchéances court contre les majeurs comme contre les mineurs, contre les incapables comme contre les personnes maîtresses de leurs droits. Cela se comprend ; en matière de déchéances, l'action est modifiée ou restreinte indépendamment de toute considération de négligence ou de renonciation de la part de celui auquel elle est accordée. Les considérations qui ont fait interrompre en faveur des incapables les délais de la prescription ne s'appliquent donc pas aux délais des déchéances(1).

58. — Il est possible que le possesseur auquel s'adresse le propriétaire ait acquis à titre onéreux l'objet revendiqué. L'éviction que ce possesseur va subir par suite du triomphe de la demande en revendication est la conséquence d'un vice caché que la demande a révélé. Il n'est pas douteux que, par application des principes généraux du droit, notamment des articles 1641 et suiv. du Code civil, en matière de vente, le possesseur puisse exercer un recours contre son auteur. La disposition finale

(1) V. en ce sens, AUBRY et RAU, 5^e édit. t. II, p. 491, § 214 ; — BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, *Prescription*, 2^e édit., n^o 891.

de l'article 2279 n'est à ce sujet que l'application du droit commun.

59. — On ne saurait faire état, dans l'opinion contraire, de l'arrêt rendu le 5 mai 1874 (Sirey, 1875. 1.49) par la Cour de cassation. Un agent de change, ayant été condamné à restituer à la victime d'un vol la valeur des titres volés dont il avait opéré la négociation, s'était retourné contre son client, lui demandant la garantie de la condamnation prononcée. Le client de l'agent de change était un possesseur de bonne foi. Au lieu de prévenir immédiatement ce client du vice des titres, l'agent de change avait laissé écouler plusieurs mois avant de l'avertir de l'obstacle à la vente. Pendant cet intervalle, le prix déjà payé avait été passé en compte courant avec des clients allemands contre lesquels tout recours était devenu impossible. La demande en garantie de l'agent de change contre son client fut repoussée. Le motif était que l'agent de change avait compromis la demande en garantie que ce client pouvait lui-même exercer contre son vendeur. Il y avait par conséquent en l'espèce des circonstances spéciales dont il faut tenir compte pour l'interprétation de la décision rendue. Ce n'est pas parce que l'acquéreur subséquent n'avait pas de recours que la Cour suprême a rejeté la demande de l'agent de change ;

c'est parce que la suppression du recours était la manière la plus adéquate de réparer le préjudice causé.

60. — Tous les développements qui précèdent supposent que le propriétaire de l'objet perdu se trouve en présence d'un tiers détenteur de bonne foi. Si le tiers était détenteur de mauvaise foi, la disposition de faveur de l'article 2279 al. 2, lui serait inapplicable.

La mauvaise foi consiste dans la certitude que l'on a de tenir l'objet d'un non propriétaire. Les éléments constitutifs de la bonne ou de la mauvaise foi se ramènent à une question de fait ; ils sont appréciés souverainement par les juges du fond dont la décision sur ce point, échappe au contrôle de la Cour de cassation (1).

61. — L'action en revendication du propriétaire contre un possesseur de mauvaise foi dure trente ans, conformément à l'article 2262 du Code civil. L'extinction de l'action résultant de l'aliénation de la chose par le possesseur de mauvaise foi laisse ce dernier exposé à une action en dommages-intérêts dans les termes de l'article 1382 C. civ.

Cette action personnelle en dommages-intérêts peut se cumuler avec l'action en revendication

(1) V. Cass. 6 juillet 1891 (SIREY, 1893, 4, 403).

contre le nouveau possesseur. Ce sont, en effet, deux actions distinctes, dérivant de sources différentes. La première dérive du quasi-délit dont le propriétaire a été la victime, la seconde est la sanction même du droit de propriété.

62. — Ce concours d'actions a été admis notamment par un arrêt de la Cour d'Aix du 5 mars 1889 (Sirey, 1890. 2.225) décidant que la condamnation obtenue par le propriétaire de titres au porteur volés (la solution eût été la même pour des titres perdus) contre l'auteur du vol à des dommages-intérêts pour réparation du délit, laisse à ce propriétaire le droit de revendiquer les titres entre les mains de celui qui en est le détenteur. Il en est ainsi du moins lorsque l'exécution de la condamnation intervenue contre l'auteur du vol est impossible à raison de son état d'insolvabilité.

La restriction de l'arrêt est équitable : si l'on doit accorder au propriétaire, victime d'une perte ou d'un vol, tous les moyens possibles pour le faire rentrer dans la valeur qu'il a perdue, on ne peut faire de la perte ou du vol des causes d'enrichissement, ni permettre à ce propriétaire d'obtenir plusieurs fois la valeur de sa chose.

63. — Nous avons étudié (n^{os} 45 et s.) les motifs pour lesquels le législateur a cru devoir admettre la revendication des objets perdus contre

un tiers détenteur ; nous avons montré la présomption de faute, tout au moins de négligence qui pèse sur ce tiers et nous avons déclaré qu'il fallait approuver la législation existante. Le recours accordé à l'acquéreur imprudent contre son vendeur était bien suffisant comme indemnité.

Mais il peut arriver que le tiers acquéreur n'ait commis ni faute ni imprudence. L'obliger, même dans ce cas, à délaisser sans remboursement préalable l'objet acquis eût été injuste. Il est possible que l'insolvabilité de son auteur rende son recours inefficace. Entre la situation de l'ancien et celle du nouveau propriétaire, il n'y a pas alors de raison de préférer ; toutes deux sont également intéressantes. L'intérêt du commerce bien compris demande même que l'on se prononce en faveur du possesseur actuel. C'est la raison d'être de l'article 2280 Code civil.

Aux termes de ce texte : « Si le possesseur actuel de la chose perdue l'a achetée dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire originaire ne peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté ».

64. — Des difficultés se sont élevées, en matière de titres au porteur, au sujet des opérations

faites dans la boutique d'un changeur. L'article 2280 Code civil est-il applicable à ces négociations ? La question ne peut, à notre avis, se résoudre qu'à l'aide d'une distinction.

S'agit-il de savoir si le changeur qui a, dans sa boutique, acheté un titre perdu, peut se prévaloir à l'encontre du revendiquant de l'article 2280 C. civ. ? On enseigne généralement que ce changeur ne peut exiger le remboursement du prix par lui payé. La boutique d'un changeur, pas plus que le bureau d'un banquier, ne peuvent être assimilés à un marché public. Le marché, c'est la Bourse, là seulement, les opérations sont faites au grand jour et ne peuvent être soupçonnées (1).

65. — S'agit-il au contraire de savoir si le tiers, qui a acheté dans la boutique d'un changeur, un titre perdu, peut exiger du revendiquant le remboursement de ce qu'il a payé ? Nous croyons devoir, sans hésitation, adopter l'affirmative.

Si la boutique du changeur n'est pas un marché public, le changeur, comme le banquier et tous ceux qui font ouvertement le commerce des titres, doivent être considérés comme marchands de choses semblables. « Que la jurisprudence, dit à cet égard M. Deloison (*Traité des valeurs mobi-*

(1) *Sic*, Trib. civ. de la Seine, 7 juin 1893 (*Gaz. Pal.*, 14 juin 1894).

lières, n° 534) ait refusé de reconnaître le caractère de marché à des établissements privés et à des boutiques de changeur, rien de plus logique ; c'eût été détruire toute l'économie de la législation en matière de négociations de valeurs ; mais, dans l'état actuel des choses, elle ne saurait leur contester la qualité de marchands de choses semblables » (1).

Ajoutons toutefois, et en cela nous partageons l'avis de la Cour de Paris (Paris, 5 mai 1876, Sirey, 1877. 2. 171), que nous n'admettons l'obligation de remboursement, dans le cas qui nous occupe, que s'il s'agit de l'achat de titres non cotés. Si les titres achetés sont négociables en Bourse, la Bourse est le lieu normal de la négociation ; l'agent de change est l'intermédiaire légal de cette négociation, et non pas le changeur ; le soupçon revient à l'esprit et la raison d'être de l'article 2280 C. civ. ne se trouve plus.

66. — La disposition de l'article 2280 C. civ. doit-elle être interprétée à la lettre et restreinte à l'acheteur ? Le créancier qui aurait reçu en gage des objets perdus d'un marchand vendant des objets pareils ne pourrait-il point exciper de notre

(1) *Sic*, WAHL, *Titres au porteur*, t. II, n° 1424. — AUBRY et RAU, 5^e édit., t. II, p. 149, § 183, Texte et Note 14. — *Contra*, BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, *Prescription*, 2^e édit., n° 905.

texte pour exiger du propriétaire revendiquant le remboursement de ses avances ?

La faculté de se prévaloir de l'art. 2280 semble définitivement refusée au créancier gagiste par la Cour de cassation : Un arrêt de la Chambre civile du 11 mai 1898 (Sirey, 1898. 1. 481) s'exprime à ce sujet en ces termes : « Attendu que la disposition exceptionnelle édictée par l'art. 2280 est restreinte, par les termes même de cet article, à l'acheteur ; qu'elle ne saurait dès lors être étendue au créancier gagiste ; — Attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué que les titres revendiqués par Barnet étaient sa propriété, qu'ils lui avaient été volés, le 22 août 1888, et qu'ils avaient été déposés, les 27 et 28 du même mois, à la Société Générale par Lecomte Lucas (ultérieurement condamné pour complicité de vol) en garantie d'avances que lui avait consenties la dite société ; d'où il suit qu'en faisant droit à l'action en revendication du défendeur en cassation et en rejetant les conclusions de la Société Générale aux fins d'être autorisée à retenir les titres revendiqués jusqu'au remboursement de ses avances à Lecomte Lucas, l'arrêt attaqué n'a pas violé les art. 2279 et 2280 C. civ., etc., etc. »

67. — Nous croyons que cette jurisprudence attache aux expressions de l'article 2280 C. civ.

une trop grande importance. Les mêmes raisons, qui ont paru péremptoires pour l'acheteur doivent, selon nous, s'appliquer également au créancier gagiste. Le créancier gagiste a la faculté de revendiquer dans les termes de l'article 2279, al. 1, C. civ. Il est logique que l'on puisse aussi revendiquer contre lui, et c'est un point que nous avons admis tacitement lorsque nous avons dit que la revendication pouvait être exercée contre tout détenteur (v. n° 53). L'article 2279 s'applique donc en entier au créancier gagiste. Pourquoi lui refuser le bénéfice de l'article 2280 qui n'est en somme que le tempérament de l'article 2279 ?

68. — On ne doit pas considérer comme des *épaves* les objets abandonnés dans les monts-de-piété après engagement ; car, d'après le contrat d'engagement, le déposant s'est soumis à l'obligation de laisser vendre les objets remis en nantissement, si, dans un certain délai, il ne les avait pas retirés en remboursant le principal de la dette avec les intérêts et les frais, sauf à lui, dans le cas où on a dû procéder à la vente, à réclamer l'excédent du prix, s'il y en a, sur ce qui doit être remboursé au mont-de-piété (1).

A quelles règles est soumise la revendication

(1) DALLOZ, *Répert.*, V° *Propriété*, n° 221 ; — LABORI, *Répert. encyclop. du droit franç.*, V° *Domaine de l'Etat*, n° 17.

d'objets perdus ou volés, engagés dans un mont-de-piété? Il faut distinguer les monts-de-piété dont les règlements avaient force de loi au moment de la publication de l'art. 2279, C. civ., de ceux qui n'avaient alors qu'une autorité purement réglementaire ou qui n'ont été créés que sous le régime constitutionnel. Ceux-là seuls ont force de loi. — Ainsi l'art. 70 du décret du 8 therm. au 13, contenant le règlement du mont-de-piété de Paris, oblige le revendiquant à rembourser le prêt, en capital, intérêts et frais, lorsque ce prêt a été consenti à un possesseur domicilié et connu. — Mais la remise de l'objet pourrait être ordonnée, en dehors de tout remboursement, s'il était établi que le mont-de-piété, par l'inobservation des prescriptions réglementaires concernant l'identité des déposants, avait favorisé l'engagement d'objets détournés ou perdus (1).

Quant aux monts-de-piété dont les règlements n'ont pas force de loi, ils sont soumis, croyons-nous, à l'art. 2279 al. 2, C. civ. On ne saurait, en effet, prétendre que des règlements particuliers aient pu déroger à la disposition d'ordre public de l'art. 2279.

69. — Aubry et Rau (5^e édit., t. II, p. 154, § 183), enseignent que la maxime « en fait de meubles

(1) V. Cass., 21 juillet 1857 (SIREY, 1857, 1, 681); Paris, 26 déc. 1871 (SIREY, 1872, 2, 46).

possession vaut titre », ne s'applique, même en fait de meubles incorporels, qu'aux choses qui sont dans le commerce. Elle est donc étrangère, disent les savants auteurs, à celles qui font partie du domaine public. Les choses de cette nature peuvent être revendiquées quelles que soient les circonstances par suite desquelles elles ont passé dans les mains d'un particulier et sans que le possesseur soit admis à opposer à leur revendication aucune déchéance ni prescription, ou à se prévaloir du bénéfice de l'article 2280 du Code civil.

Cette doctrine nous paraît absolument fondée; l'intérêt public qui explique la faculté de revendiquer perpétuellement ces sortes de choses implique aussi que la revendication ne doit pas être entravée. L'obligation de rembourser le prix d'achat eût constitué une entrave, capable souvent de paralyser la revendication.

70. — La loi du 30 mars 1887 semble avoir consacré une exception à ce principe. L'article 11 de cette loi dispose que les objets classés appartenant aux départements, aux communes, aux fabriques ou autres établissements publics, ne pourront être restaurés, réparés ni aliénés par vente ou échange qu'avec l'autorisation du Ministre des Beaux-Arts. L'article 13 de la même loi ajoute que l'aliénation faite en violation de l'article 11 sera

nulle et que la nullité en sera poursuivie par le propriétaire vendeur ou par le Ministre de l'instruction publique et des Beaux-Arts, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être réclamés contre les parties contractantes et contre l'officier public qui aura prêté son concours à l'acte d'aliénation. Les objets classés qui auraient été aliénés irrégulièrement, perdus ou volés pourront être revendiqués pendant trois ans conformément aux dispositions des articles 2279 et 2280 du Code civil.

Mais l'exception n'est qu'apparente. L'article 13 de la loi de 1887 ne vise pas les objets du domaine public, mais bien des objets du domaine privé. Ces derniers objets ne sont pas inaliénables.

Sous l'apparence d'une importante innovation, la loi de 1887 ne fait que consacrer le droit antérieur en ajoutant aux cas de perte ou de vol celui d'une aliénation irrégulièrement faite, et en autorisant le ministre des Beaux-Arts à agir en revendication concurremment avec l'établissement public propriétaire.

En ce qui concerne les biens du domaine public, ils restent soumis à la règle de l'inaliénabilité en tant que *res extra commercium*.

**c) — Des règles applicables aux différents
cas de revendication.**

71. — Soit qu'il agisse contre l'inventeur, soit qu'il agisse contre un tiers acquéreur de bonne ou de mauvaise foi, le propriétaire de l'objet perdu doit rembourser au détenteur les frais faits par ce dernier pour la conservation de la chose. En entretenant l'objet perdu, en l'améliorant, le possesseur n'a fait que ce que le propriétaire aurait fait lui-même, il s'est constitué le gérant d'affaires de ce propriétaire. Il est équitable que les sommes ainsi dépensées soient remboursées par celui auquel elles profitent en définitive.

Il faut même décider que la créance du possesseur à raison des frais faits pour la conservation de la chose, est privilégiée sur l'objet perdu. L'article 2103, 3° du Code civil est général et ne distingue pas ; cet article déclare privilégiés sur le prix de la chose les frais faits pour la conservation de celle-ci. Le texte ne s'inquiète pas des rapports juridiques ayant pu exister entre le créancier privilégié et le propriétaire de la chose frappée du privilège ; il importe peu que les rapports dérivent d'un contrat ou de toute autre source ; délit, quasi-délit, quasi-contrat.

72. — Il arrive très souvent que par la voie des journaux ou des affiches, celui qui a perdu un objet promet une récompense à celui qui trouvera la chose et la lui rapportera. Quelle est la valeur légale de cette promesse ?

Il semble que la restitution d'un objet trouvé, ne constituant que l'accomplissement d'une obligation imposée à la fois par la conscience et par la loi, ne puisse devenir une source de profit. Sans doute, rien ne s'oppose à ce qu'une bonne action soit récompensée ; mais, ordinairement, la récompense n'est pas sollicitée à l'aide d'une action en justice, elle est accordée spontanément.

On ne voit pas quelle serait la cause de l'obligation prise par le promettant, il tient déjà de la loi le droit à la contre-partie qu'il stipule.

On dira bien que l'offre d'une récompense est assimilable à l'offre d'une donation ; mais la donation est soumise à certaines formes qui ne sont pas remplies en l'espèce.

73. — Néanmoins la jurisprudence a proclamé la validité de l'engagement pris dans de telles conditions. Un jugement du tribunal civil de Turin du 3 août 1810 (en note sous Dalloz, *Répert.*, v° *Obligations*, n° 48) s'exprime à ce sujet dans les termes suivants : « Attendu que, d'après le résultat de la procédure, il est constant : 1° que c'est sur

l'ordre précis du sieur Mongardino qu'a été imprimée et publiée l'affiche dont il s'agit, portant la promesse de quatre louis de cadeau à celui qui aurait consigné le chien y désigné perdu par Mongardino ; 2^o que le sieur Lione est celui qui a trouvé ledit chien ; que, le jour après, il l'a aussitôt consigné au bureau de police et l'a remis au sieur Mongardino par le moyen de son domestique ; cela posé, quoique, à rigoureusement parler, lors de la publication de ladite affiche, la promesse de quatre louis ne paraissait excéder les bornes d'une simple pollicitation ; en tant qu'à ladite époque la promesse n'a pas été suivie d'acceptation de la part d'aucun de ceux au profit de qui elle avait été faite, il n'en est pas ainsi, cependant, après que le chien a été trouvé, sans que d'ailleurs Mongardino eût avant révoqué la promesse ; à défaut de cette révocation, Mongardino a toujours, par le fait de son silence, persévéré dans le fait de sa promesse jusqu'au moment que le chien a été trouvé, et c'est précisément dans ce moment que Lione, comme celui qui a trouvé le chien et qui réclame les quatre louis *videtur promissum accepisse*. Dès lors, il n'est plus question de pollicitation, mais d'un vrai contrat qui oblige Mongardino à remplir sa promesse, qui doit être envisagée non tant sous le rapport d'une donation

que sous le rapport d'un correspectif des soins et de l'attention qu'il était à présumer que l'on devait se donner pour que le chien perdu fût trouvé; — donc le refus de Mongardino de payer à Lione les quatre louis heurte non seulement tout principe de délicatesse, mais aussi les principes de justice et d'équité; adopter dans l'espèce une jurisprudence contraire ce serait favoriser la mauvaise foi, ce serait tromper le public et préjudicier même à l'intérêt des propriétaires, etc., etc ».

d) Règles spéciales en matière de titres au porteur.

74. — Par les nombreux exemples que nous avons rapportés, on a pu remarquer que, dans la pratique, la revendication des objets perdus ou volés portait le plus souvent sur des actions au porteur, les articles 2279 et 2280 Code civil s'appliquant à ces titres aussi bien qu'à tout autre objet mobilier.

Le développement croissant du commerce et de l'industrie, la formation de nombreuses sociétés de capitaux, en multipliant le nombre des titres au porteur, a rendu aussi plus fréquents les cas de perte. On a remarqué, dès le début, que la protection des art. 2279 et 2280 était insuffisante. La facilité pour l'inventeur de négociier en Bourse rendait

extrêmement rares les tiers possesseurs de mauvaise foi. Le propriétaire du titre perdu trouvait toujours en face de lui un acquéreur en bourse, cet acquéreur, par cela même qu'il avait acheté les titres dans un marché public avait le droit de se prévaloir à l'encontre du revendiquant de l'article 2280. Dans de telles conditions, la faculté de revendication devenait illusoire. Aussi, dès avant 1872, les tribunaux s'étaient-ils ingéniés à remédier à la situation du propriétaire victime de la perte.

75. — Si le propriétaire d'un titre perdu voulait réclamer à l'établissement débiteur les revenus produits par ce titre, il signifiait défense à cet établissement de payer en d'autres mains que les siennes. L'opposition ainsi formée avait pour effet de faire connaître les tiers détenteurs des coupons et de permettre au propriétaire de connaître la personne contre laquelle il devait intenter sa demande en revendication. Cette personne était précisément le tiers qui se présentait pour toucher les sommes arrêtées. L'établissement débiteur en faisait connaître le nom.

Si personne ne se présentait, les intérêts et dividendes étant prescrits par cinq ans au profit de l'établissement débiteur (art. 2277, C. civ.), rien ne s'opposait à ce que ce dernier les versât à l'op-

posant. Protégé par la prescription, l'établissement n'avait pas à craindre de payer deux fois.

L'inconvénient de ce système était de priver, pendant cinq ans, le propriétaire de la libre disposition de ses revenus.

La même procédure était employée relativement au capital ; mais l'établissement débiteur ne pouvant se libérer du principal de sa dette que par la prescription trentenaire, le propriétaire victime de la perte devait alors attendre l'expiration d'un délai de 30 ans et non plus seulement de cinq ans.

La protection du propriétaire était donc soumise à des formalités compliquées. Plus compliquée encore était la question de savoir si la victime de la perte avait le droit de se faire délivrer un duplicata. L'exposé de la jurisprudence fait par M. Labbé (V. note sous Paris, 13 mai 1863, Sirey, 1863, 2, 133) montre qu'à cet égard, les Cours et tribunaux, loin d'être d'accord entre eux, n'étaient pas même d'accord avec eux-mêmes. Il semble cependant que dans le dernier état des choses, la faculté de duplicata était universellement rejetée.

76. — Il semblait pourtant facile d'arriver à une protection plus efficace.

En matière d'objets mobiliers proprement dits, on ne sait si l'inventeur conservera le meuble par

devers lui ou s'il l'offrira en vente. Il n'est pas possible de prévoir avec quelles personnes l'inventeur se mettra en relations, il est presque impossible de découvrir le détenteur. Celui-ci dispose souvent de l'objet à son propre profit en le consommant.

La nature du titre au porteur rend la découverte du détenteur plus facile. Ce titre, pris *in abstracto*, n'a pas de valeur propre ; il n'a de valeur que comme instrument établissant les rapports juridiques entre le porteur et l'émettant. Pour tirer du titre le profit qu'il peut donner, il est nécessaire que le détenteur se mette en relations avec l'établissement débiteur. Dès lors, quoi de plus simple que d'avertir ce dernier et d'arriver par lui à connaître le détenteur actuel ? Pourquoi ne pas consacrer par un texte législatif la solution ingénieuse de la jurisprudence ?

77. — Mais cela n'eut pas suffi à parer aux inconvénients de l'article 2280 et à l'obligation de remboursement que ce texte impose. Il fallait pour être complet arriver à entraver la négociation.

Nous l'avons vu déjà, seule la négociation qui se fait dans un marché public est à l'abri de tout soupçon et confère à l'acquéreur le bénéfice de l'article 2280. Nous l'avons dit également, le marché pour les titres, c'est la Bourse ; l'intermé-

diaire obligatoire, c'est l'agent de change. Les Bourses ne sont pas bien nombreuses, la liste des agents de change est limitée, pourquoi ne les préviendrait-on pas tous d'avoir à ne point se prêter à la négociation ?

Ce double avertissement donné, tant à l'établissement débiteur qu'aux intermédiaires négociateurs, constitue toute l'économie de la loi du 15 juin 1872. Nous n'avons pas l'intention d'en faire ici un commentaire complet, nous n'en donnerons qu'une brève analyse suffisante pour faire connaître la législation spéciale à ce genre particulier d'épaves.

78. — Le propriétaire de titres au porteur qui en est dépossédé par quelque événement que ce soit, dit l'article 1^{er} de la loi du 15 juin 1872, peut se faire restituer contre cette perte dans la mesure et sous les conditions déterminées par la présente loi.

Le propriétaire dépossédé fera signifier à l'établissement débiteur un acte indiquant le nombre, la nature, la valeur nominale, le numéro et s'il y a lieu, la série des titres, etc... Cette notification emportera opposition au paiement tant du capital que des intérêts ou dividendes échus et à échoir (art. 2). Si, avant que la libération de l'établissement débiteur ne soit accomplie, il se présente un

tiers porteur des titres frappés d'opposition, ledit établissement doit provisoirement retenir ces titres contre un récépissé remis au tiers porteur ; il doit de plus avertir l'opposant par lettre chargée de la présentation des titres en lui faisant connaître le nom et l'adresse du tiers porteur. Les effets de l'opposition restant alors suspendus jusqu'à ce que la justice ait statué entre l'opposant et le tiers porteur.

Nous allons voir immédiatement qu'en outre de cet effet équivalent à celui d'une saisie-arrêt régulière, la notification faite à l'établissement débiteur fait courir certains délais que le propriétaire devra laisser écouler avant d'exercer son droit de revendication. La loi de 1872 diffère en cela de la règle adoptée par la jurisprudence antérieure qui ne faisait courir la prescription que du jour où les intérêts et le capital devenaient exigibles.

79. — Quatre conditions sont requises pour que l'opposant rentre dans ses revenus et dans son capital. Il faut : 1° qu'il se soit écoulé un an depuis la formation de l'opposition sans qu'elle ait été contredite ; 2° que deux termes au moins d'intérêts ou de dividendes aient été mis en distribution ; 3° que l'opposant ait obtenu autorisation de la justice ; 4° qu'il fournisse caution.

Peut-on considérer comme un contredit le fait

de se présenter pour toucher les coupons? Nous le pensons. La loi qui exige que deux termes de revenus aient été mis en distribution a dû considérer le fait de se présenter pour accomplir un acte qui constitue l'exercice du droit de propriété comme l'affirmation de cette propriété et, par conséquent, comme la négation du prétendu droit de l'opposant.

80. — Le jugement du tribunal rendu sur la requête à lui présentée en conformité de l'article 7 de la loi de 1872 est-il susceptible d'appel? La question est vivement controversée. Nous admettons l'affirmative. En principe, toute affaire peut subir deux degrés de juridiction. Le tribunal constitue le premier degré, la Cour le second. En effet, l'ordonnance du président est un simple acte de juridiction gracieuse et ne saurait être assimilée à la décision d'un premier degré de juridiction (1).

Nous nous bornons à signaler les quelques questions qui ont été soulevées dans la pratique au sujet des rapports de l'opposant avec

(1) Sic : LYON-CAEN ET RENAULT, *Traité de droit commercial*, t. II, n. 634, p. 430, Note 1. — DELOISON, *Traité des valeurs mobilières*, n. 570. — BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, *Prescription*, 2^e édit., n. 933. — *Contra*, AUBRY et RAU, 5^e édit., t. II, p. 165, §. 83 bis, note 10. — WAHL, *Titres au porteur*, t. II, p. 198, n. 1276, note 3.

l'établissement débiteur; nous renvoyons pour les détails d'application de la loi au texte législatif lui-même sans qu'il soit utile, pensons-nous, de le rapporter complètement.

Mentionnons seulement la faculté pour l'opposant de se faire délivrer par l'établissement débiteur un duplicata du titre perdu. La délivrance de ce duplicata est soumise à trois conditions principales : 1° un délai de dix années utiles partant de l'autorisation judiciaire de toucher les arrérages; 2° une publication continuée pendant tout ce temps des numéros perdus, au bulletin des oppositions, sans qu'il se soit présenté de contradicteurs; 3° la garantie que cette publication sera maintenue au bulletin pendant dix années à partir de la délivrance du duplicata.

81. — Afin d'éviter au propriétaire l'inconvénient de se trouver en présence d'un tiers porteur de bonne foi qui pourrait se prévaloir de l'article 2280 Code civil, la loi de 1872 a organisé un système de publicité tendant à empêcher la négociation des titres et rendant par suite impossible leur transfert à un tiers de bonne foi.

Dans ce sens, l'article 41 de la loi de 1872 dispose que l'opposant qui voudra prévenir la négociation ou la transmission des titres dont il a été dépossédé devra notifier par exploit d'huissier au

syndicat des agents de change de Paris, une opposition renfermant les énonciations prescrites par l'article 2 de la présente loi ; l'exploit contiendra réquisition de faire publier les numéros des titres. Cette publication sera faite un jour franc au plus tard par les soins et sous la responsabilité du syndicat des agents de change de Paris, dans un bulletin quotidien, établi et publié dans les formes et sous les conditions déterminées par un règlement d'administration publique (1).

Le même règlement fixera le coût de la rétribution annuelle due par l'opposant pour frais de publicité. Cette rétribution annuelle sera payée d'avance à la caisse du syndicat, faute de quoi la dénonciation de l'opposition ne sera pas continuée à l'expiration de l'année pour laquelle la rétribution aura été payée.

82. — L'effet de cette publicité est déterminée par l'article 12 : Toute négociation ou transmission postérieure au jour où le bulletin est parvenu ou aurait pu parvenir par la voie de la poste dans le lieu où elle a été faite sera sans effet vis-à-vis de l'opposant, sauf le recours du tiers porteur contre son vendeur et contre l'agent de change par l'intermédiaire duquel la négociation aurait eu lieu.

Au contraire (art. 14), à l'égard des négociations

(1) Ce règlement intervint le 10 avril 1873.

ou transmissions de titres antérieures à la publication de l'opposition, il n'est pas dérogé aux articles 2279 et 2280 du Code civil.

83. — Quand peut-on dire que l'opposition est antérieure à toute négociation ou transmission dans le sens de l'article 12 de la loi de 1872 ?

Il n'y a aucune difficulté, et l'article 12 est applicable quand les titres sont encore entre les mains de l'inventeur qui n'en a pas disposé.

Au contraire, l'article 12 est inapplicable lorsque les titres ont été vendus et livrés avant l'opposition.

Mais, entre le moment de la vente et celui de la livraison, il peut s'écouler un certain délai. Que décider si l'opposition est formée pendant ce délai, après la vente, avant la livraison ? Une telle opposition est-elle antérieure ou postérieure à la négociation ou transmission ? On sait que, dans l'usage, l'acheteur de titres au porteur se préoccupe peu de l'individualité des titres ; il achète des choses de genre et non des corps certains. Le transfert de propriété est soumis à une individualisation, à une spécification préalables, lesquelles s'opèrent par une mention inscrite par l'agent de change sur les titres ou sur leur enveloppe. L'agent mentionne qu'il destine lesdits titres à la personne qui l'a chargé d'en faire l'acquisition.

L'opposition, pour porter préjudice à l'acquéreur, peut-elle encore se produire après cette spécialisation, avant la tradition ? Nous ne le croyons pas. L'individualisation fait considérer la vente comme ayant porté, dès que les consentements réciproques se sont rencontrés, sur un corps certain et il est de principe que le consentement suffit pour transférer la propriété d'un corps certain (art. 1138 C. civ.). — Il est d'ailleurs injuste d'appliquer le même traitement à ceux qui ont pu, avant d'acquérir, connaître le vice de l'objet vendu et à ceux qui n'ont pu connaître le vice qu'au jour de la livraison. Les premiers seuls sont coupables, aux seconds, on ne peut reprocher aucune faute. — Le rapport de M. Gri-vart à l'Assemblée nationale semble bien, au surplus, ne viser que le moment de l'acquisition et non pas le moment de la livraison. — Enfin, le texte même des articles 11 et 12 de la loi de 1872 milite en faveur de notre système ; ce texte ne parle pas de la livraison, mais seulement de la négociation et de la transmission du titre. La négociation, c'est l'aliénation en Bourse ; la transmission, c'est l'aliénation à l'amiable. En vain dira-t-on que l'article 2279 vise le fait de *l'entrée en possession* et non pas le fait de l'aliénation ; il résulte du texte, de l'esprit et du but de la loi de 1872 que le

législateur a entendu modifier en notre espèce les principes généraux (1).

L'opposition a pour effet de faire considérer comme étant de mauvaise foi celui qui acquiert dans la suite les titres perdus. Cet acquéreur ne peut plus dès lors se prévaloir de la prescription de l'article 2279 ; il reste soumis à la prescription trentenaire. Ce principe, admis par la généralité des auteurs, a été consacré par un arrêt de la Cour de Paris du 24 août 1882 (S. 1883, 2, 111) dans les termes suivants : « Considérant que le pro-
« priétaire des titres dont les droits sont conser-
« vés par une opposition rendue publique, échappe
« également à la prescription triennale édictée par
« l'article 2279, puisque cette prescription ne pro-
« fite qu'au possesseur de bonne foi et que les
« tiers suffisamment avertis par l'insertion légale
« sont réputés n'avoir pas agi de bonne foi en se
« rendant acquéreurs des titres dont les numéros
« étaient signalés à leur attention ».

Le même acquéreur ne saurait se prévaloir de l'article 2280, attendu, dit l'arrêt précité de Paris

(1) V. en ce sens : WAHL, note sous Paris, 20 juillet 1893 (SIREY, 1897. 2. 305) ; — LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de droit commercial*, t. II, n. 638. — *Contra* LABBÉ, note sous Cass., 17 décembre 1878 (SIREY, 1880. 1. 49.), — DELOISON, *Valeurs mobilières*, n. 621 ; — BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, *Prescription*, 2^e édition, n. 942.

« qu'il résulte des articles 12 et 14 de la loi de
« 1872 que l'article 2280 ne régit pas la matière des
« titres au porteur, si ce n'est lorsqu'ils ont été
« négociés et transmis *avant qu'aucune opposition*
« *fût publiée* ; que, dans le cas contraire, les né-
« gociations et transmissions sont dénuées d'effets
« vis-à-vis de l'opposant sans que le tiers porteur
« puisse exercer aucun recours, si ce n'est contre
« son vendeur ou contre l'agent de change par le
« ministère duquel il a acheté ».

85. — Non seulement le propriétaire du titre perdu a le droit de revendiquer contre celui qui a acquis ce titre au mépris de son opposition, mais il jouit encore, à l'égard de l'agent de change négociateur, d'un recours en indemnité.

Toutefois, la responsabilité de l'agent de change n'est engagée, le cas de mauvaise foi réservé, qu'autant que les oppositions lui auront été signifiées personnellement ou qu'elles auront été insérées au *Bulletin officiel* par les soins du syndicat des agents de change de Paris. Cette condition est générale et absolue, le texte qui l'édicte doit être appliqué à la lettre.

86. — Les dispositions de la loi de 1872 ont l'avantage d'être suffisamment claires et précises et les difficultés qu'a soulevées leur application ne sont pas très nombreuses. Il en est ainsi du moins,

lorsqu'il s'agit des titres spécialement visés par l'article 16 de la loi. Aux termes de cet article, les dispositions de la loi sont applicables aux titres au porteur émis par les départements, les communes et les établissements publics ; mais elles ne sont pas applicables aux billets de la banque de France ni aux billets de même nature émis par des établissements légalement autorisés, ni aux rentes et aux titres au porteur émis par l'Etat, lesquels continueront à être régis par les lois, décrets et règlements en vigueur. Toutefois, les cautionnements exigés par l'Administration des finances pour la délivrance des duplicatas de titres perdus, volés ou détruits seront restitués, si, dans les vingt ans qui auront suivi, il n'a été formé aucune demande de la part des tiers porteurs, soit pour les arrérages, soit pour le capital. Le Trésor sera définitivement libéré envers le porteur des titres primitifs, sauf l'action personnelle de celui-ci contre la personne qui aura obtenu le duplicata.

87. — Il est admis, d'une façon générale, que l'énumération de l'article 14 de la loi de 1872 n'est pas limitative (1). Les dispositions de la loi de

(1) *Sic*, AUERY et RAU, 5^e édit., t. II, p. 173 et s., n^o 183 bis. — BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, *Prescription*, 2^e édit., n^o 921. — LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de droit commercial*, t. II, p. 438, n. 644.

1872 s'appliquent, pour employer l'heureuse expression de MM. Lyon-Caen et Renault (*Traité*, t. II, n. 644), à tous les titres au porteur susceptibles d'être négociés par les agents de change et qu'on appelle ordinairement les valeurs de Bourse. Cette formule comprend seulement tous les titres émis par les sociétés commerciales par actions, ces titres, bien que non visés spécialement par la loi de 1872, constituent cependant les valeurs qui se réclament le plus fréquemment de sa protection. Mais la loi de 1872 n'est pas applicable aux chèques au porteur, aux billets au porteur, aux connaissements et aux polices d'assurance au porteur non plus qu'aux reconnaissances du Mont de Piété.

88. — La loi de 1872 est applicable même aux titres étrangers (1). Si dans ce dernier cas il peut être difficile d'employer à l'égard de l'établissement débiteur étranger les mêmes précautions que l'on est autorisé à prendre à l'égard d'un établissement débiteur français, rien ne s'oppose à ce l'on applique à la négociation et à la transmission, les dispositions de notre loi française.

(1) Sic, AUBRY et RAU, 5^e édit., t. II, § 183 bis, p. 174. — LYON-CAEN et RENAULT, *op. cit.*, n. 652. — BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, *op. cit.*, n^o 973. — WAHL, *Titres au porteur*, t. II, n^o 1576, 1587 et s.

La Cour de cassation a très bien fait cette distinction dans son arrêt du 13 février 1884 (Sirey, 1884, 1, 225). Elle a, en même temps, reconnu à la loi de 1872 le caractère d'une loi de sûreté et d'intérêt général, applicable à tout ce qui est sur le territoire. Voici le texte de cet arrêt : « Attendu que la loi du 15 juin 1872, a eu pour objet de permettre aux propriétaires de titres au porteur de se faire restituer, même en dehors des cas prévus par les articles 1348, 2279 et 2280 contre la perte de leurs titres ; qu'elle a édicté dans ce but diverses dispositions ayant le caractère de mesures de police et de sûreté qui protègent aussi bien les propriétaires de titres étrangers que les propriétaires de titres français, et que ni ses termes, ni son esprit ne permettent de distinguer entre eux ; — Attendu que, si quelques-unes de ses dispositions envisageant le titre dans ses rapports avec l'établissement débiteur ne peuvent recevoir d'application lorsque cet établissement est étranger et échappe à la loi française, il ne s'ensuit pas que ses autres dispositions et notamment celles qui concernent la négociation et la revendication en France des titres frappés d'opposition ne soient pas applicables aux valeurs étrangères comme aux valeurs françaises, etc., etc. »

Bien plus, il a été décidé par le même arrêt que

l'article 16 de la loi de 1872, qui déclare non susceptibles d'opposition les rentes sur l'Etat, n'a pu viser que les rentes sur l'Etat français. Les rentes sur les Etats étrangers rentrent en conséquence dans la règle générale et les dispositions de la loi de 1872 leur sont applicables.

89. — Si tout le monde est d'accord pour étendre la loi de 1872 aux titres étrangers négociés en France, la doctrine est divisée lorsqu'il s'agit d'appliquer la loi de 1872 aux titres français négociés à l'étranger.

D'après certains auteurs et d'après une jurisprudence constante, il n'y a pas à distinguer. Dès que le titre est français, la loi de 1872 doit lui être appliquée, quel que soit le lieu où il a été négocié. Les titres français n'ont-ils pas, en quelque sorte, leur domicile légal en France, au siège de l'établissement débiteur ? Soustraire à la loi de 1872 la négociation faite à l'étranger, c'est donner le moyen d'éluder la loi ; dès qu'on se trouvera en face d'un porteur quelque peu prudent, la loi sera inapplicable (1).

90. — Nous n'approuvons pas cette théorie, et

(1) *Sic*, Trib. de la Seine, 10 janvier 1893 (*Journ. du droit international privé*, 1893, p. 596). — Trib. de Marseille, 14 août 1893 (*La Loi* du 14 janvier 1894). — AUBRY et RAU, 5^e édit., t. II, § 183 bis, p. 177. — CRÉPON, *De la négociation des effets publics et autres*, p. 757.

nous estimons que la loi de 1872 est inapplicable à la négociation des titres français, faite à l'étranger. Le Bulletin des oppositions créé par le décret de 1873, ne peut être réputé connu dans le monde entier. Il est vrai que les titres français situés à l'étranger sont appelés à avoir encore des rapports avec la France où se trouve l'établissement qui les a émis ; mais, dans les rapports des acheteurs et des vendeurs, la situation de l'établissement débiteur n'a qu'une influence secondaire. Le titre français reste un meuble corporel ; il est situé là où il se trouve en réalité. Dès lors, il est régi notamment quand aux conditions exigées pour l'acquérir et en devenir propriétaire, par la loi du pays où il est situé (*lex rei sitæ*), par la loi étrangère (1).

Pourquoi donc la jurisprudence française applique-t-elle aux titres étrangers situés en France la *lex rei sitæ*, alors qu'elle refuse d'appliquer cette loi aux titres français passés à l'étranger ? Il y a là une différence de traitement qui ne s'explique pas.

91. — L'oubli des véritables principes a fait adopter à la jurisprudence une conséquence plus

(1) Sic, LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de droit commercial*, t. II, n. 655 ; — WAHL, *Titres au porteur*, t. II, n. 1580 et suiv. — BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, *op. cit.*, n. 975.

critiquable encore. Les tribunaux, poussant les choses à l'extrême, sont allés jusqu'à décider que la loi de 1872 s'appliquait aux titres étrangers négociés à l'étranger (1). Ces solutions se réfutent par les mêmes arguments que nous venons de développer; elles s'excusent en raison du désir légitime mais immodéré de protéger le propriétaire dépouillé.

§ 2. — *Déclaration et publicité de la découverte.*

92. — Nous savons que la publicité de la découverte avait été organisée d'une façon complète par la plupart de nos anciennes coutumes.

Nous avons relaté N° 29 l'ordonnance de police du 19 frimaire an XIII établissant à Paris un système complet de déclaration pour celui qui découvre un objet perdu sur la voie publique.

L'ordonnance de police du 1^{er} septembre 1828 concernant les chiffonniers dispose (art. 13) que tout chiffonnier qui, dans le cours de ses explorations, aura trouvé quelque objet qui paraîtrait provenir de perte ou de vol et non d'abandon volontaire, en fera sans délai le dépôt entre les mains

(1) Aix, 25 mars 1887 (*Journ. du Dr. int. priv.*, 1889, p 688). — Paris, 14 décembre 1887. (*La Loi* du 26 janvier 1888).

du commissaire de police ou du maire dans le quartier ou la commune duquel il l'aura trouvé. Conformément au système qui attribue à l'inventeur la propriété des épaves, l'ordonnance de 1828 ajoute que les objets provenant ou réputés provenir de perte, qui n'auront pas été revendiqués dans le délai fixé par la loi, seront, dans la forme ordinaire, remis, sur leur demande, aux chiffonniers qui les auront trouvés et déposés.

93. — L'ordonnance du préfet de police du 5 juin 1834 concernant la vidange des fosses d'aisances et le service des forces mobiles dans Paris contient une disposition analogue à celle que nous venons d'étudier. Les ouvriers vidangeurs qui trouveront dans les fosses des *effets quelconques*, et notamment des objets pouvant indiquer ou faire supposer quelque crime ou délit, en donneront avis à l'inspecteur de ronde lors de son passage et en feront dans le jour la déclaration chez un commissaire de police (art. 19).

94. — L'usage de ces déclarations s'est généralisé, et des textes analogues aux ordonnances que nous venons de rappeler ont été édictés par la plupart des municipalités.

Quelle est la valeur de ces règlements ?

Tous les auteurs s'accordent à leur refuser une autorité légale quelconque. Sans doute, les maires

et les officiers de la police municipale ont le droit, dans la limite de leurs circonscriptions, de promulguer des règlements obligatoires pour tous. Mais ce pouvoir réglementaire ne peut s'exercer que dans les limites nécessaires pour assurer la police locale ; il ne saurait prescrire des mesures rentrant dans la police générale et se substituer ainsi au pouvoir législatif. Permettre aux maires de régler le sort des objets perdus serait aboutir à ce résultat impossible. Aussi, faut-il décider que les conditions et formalités imposées par l'administration dépendent seulement du bon vouloir et de la bonne foi des inventeurs (1).

95. — Les quelques monuments de jurisprudence que l'on rencontre sur la matière ont également consacré ce système. Citons un jugement du tribunal de simple police d'Arbois conçu dans les termes suivants : « Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats, d'une part, que le 5 octobre dernier, le prévenu a trouvé une petite somme renfermée dans un bonnet de coton ; qu'il en a fait la déclaration à un agent, mais n'en a pas effectué le dépôt au bureau de police quoique invité à le faire ; d'autre part, que, etc., etc... Attendu

(1) DEMOLOMBE, *Successions*, t. I, n° 73, p. 92. — AUBRY et RAU, 5^e édit., t. II, p. 375, § 271, texte et note 47. — BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Successions*, 2^e édit., t. I, n° 101.

sur le premier chef, que par l'article 295 du règlement de police d'Arbois, les personnes qui auraient trouvé des objets perdus sont invitées à les remettre dans les 24 heures au bureau de police moyennant récépissé, et que l'article 298 déclare qu'après une année passée sans réclamation, l'objet sera rendu à la personne qui l'a déposé ; — Attendu que cette disposition renferme une simple invitation et non une injonction obligatoire sous sanction pénale ; qu'il en résulte simplement que l'administration municipale, dans le but de concourir d'une manière efficace aux recherches ayant pour but de retrouver le véritable propriétaire de l'épave, offre de s'en constituer pendant un an dépositaire ; mais qu'elle n'a pu avoir l'intention de trancher la question de propriété des choses perdues, matière qui, d'ailleurs, n'est pas soumise à son droit de réglementation par l'article 3 du Titre 11 de la loi du 16-25 août 1790, etc., etc.... » (1).

96. — S'il s'agit de volailles égarées, il en est autrement. Un texte spécial a édicté en cette matière la nécessité d'une déclaration à l'autorité publique. L'article 5 de la loi sur le Code rural du 4 avril 1889 dispose à cet égard que les volailles

(1). Trib. police d'Arbois, 8 décembre 1864 (Daloz, 68, 3, 105).
— *Adde*, Trib. civ. Seine, 4 avril 1865 (Daloz, 1868, 3, 106).

et autres animaux de basse-cour, qui s'enfuient dans les propriétés voisines, ne cessent pas d'appartenir à leur maître, quoiqu'il les ait perdus de vue, mais que, néanmoins, celui-ci ne pourra plus réclamer un mois après la déclaration qui devra être faite à la mairie par les personnes chez lesquelles ces animaux se sont enfuis.

Nous croyons, contrairement à ce qui a été soutenu (1), que le défaut de déclaration est un obstacle à ce que l'inventeur devienne propriétaire au bout d'un mois. Le texte de la loi est formel : *un mois après la déclaration*, aucune réclamation n'est admise. Sans déclaration préalable, le délai de forclusion ne court pas, les droits du propriétaire restent entiers.

L'intérêt de savoir si la propriété a subsisté au lieu d'être remplacée comme le prétendent MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl, par une créance de dommages-intérêts, apparaît évident dans le cas où le produit des biens du débiteur ne suffit pas à couvrir le passif. Celui qui revendique sa propriété rentre dans son droit entier et se trouve intégralement payé ; celui qui se présente comme créancier risque au contraire de n'être payé qu'au marc le franc.

97. — Que décider si l'objet ne se trouve pas

(1) BAUDRY-LACANTINERIE ET WAHL, *Successions*, 2^e édit., t. I, n° 401.

entre les mains d'un inventeur, mais s'il a été abandonné entre les mains d'un tiers, par exemple par un voleur craignant d'être découvert ? Le tiers n'est pas un inventeur, est-il soumis aux mêmes règles que ce dernier ? Doit-il déclarer sa découverte et peut-il prétendre à la propriété de l'objet abandonné entre ses mains ?

Demolombe, *Successions*, n° 76, enseigne que la déclaration s'impose et que les objets abandonnés reviennent à l'Etat. Nous croyons plutôt que les solutions données pour les objets trouvés doivent s'appliquer ici par identité de motifs bien qu'il ne s'agisse pas d'un objet trouvé proprement dit.

L'objet dont on devient détenteur dans de telles conditions n'est, pas plus que l'objet que l'on aurait trouvé soi-même, un bien vacant et sans maître sur lequel le propriétaire a abdiqué ses droits. C'est un objet qui a un maître, mais dont le maître est inconnu ; c'est une épave, à laquelle s'appliquent toutes les règles que nous avons passées en revue.

Pour savoir si un bien déterminé est une épave, il faut l'envisager au point de vue de celui qui en a perdu la possession et non au point de vue des circonstances qui ont accompagné l'entrée en possession du nouveau possesseur.

98. — L'inventeur qui n'a pas déclaré sa dé-

couverte ne pourrait-il pas, de ce fait, être considéré comme s'étant approprié la chose d'autrui avec intention frauduleuse et ne pourrait-il pas être poursuivi pour délit de vol ?

Le délit de vol exige deux conditions : 1^o la main mise sur l'objet ; 2^o l'intention de s'approprier cet objet. Ces deux éléments doivent être concomitants ; faute de cette condition le vol n'existe pas.

La question que nous avons posée au début de ce numéro doit donc se résoudre par une distinction. L'intention frauduleuse de s'approprier l'objet trouvé a-t-elle existé et s'est-elle manifestée au moment même de la prise de possession ? Il y a vol. Qu'importe en effet que le maître de la chose soit inconnu ? La chose n'appartient-elle pas toujours à autrui ? Celui qui la détourne est-il moins coupable pour l'avoir soustraite alors qu'elle n'était pas sous la surveillance de son propriétaire ?

Telle était la solution d'Ulpien : *qui alienum quid jacens lucri faciendi causa sustulit furti obstruigitur sive scit cujus sit, sive ignoravit, nihil enim ad furtum minuendum facit quod cujus sit ignoravit*. Telle est encore, de nos jours, la solution consacrée par la jurisprudence (1).

Nous serions toutefois de l'avis adopté par MM. Chauveau et Hélie, lesquels enseignent que

(1) V. notamment Orléans, 30 août 1880 (Sirey, 1881, 2, 176).

la rétention d'un objet trouvé ne constitue pas, au point de vue moral, un délit aussi grave que le délit de vol proprement dit, et nous regrettons avec les éminents auteurs que le législateur ait cru devoir placer sur le même plan et punir des mêmes peines deux actes si différents par les circonstances qui les accompagnent.

99. — L'intention frauduleuse au lieu d'accompagner la main mise sur l'objet trouvé, n'est-elle née qu'ultérieurement, en se manifestant par un refus de restituer? Il n'y a pas de vol. La chose a été recueillie avec l'intention de la rendre, il n'y a donc pas eu de fraude au moment de la préhension, ce qui exclut l'idée de *soustraction frauduleuse*.

L'intention de s'approprier la chose survenant plus tard, à un moment où la possession existe déjà, ne peut changer le caractère original de la main mise et la faire considérer comme ayant constitué, dès le début, une soustraction frauduleuse : « Attendu, dit à cet égard un arrêt de la cour de Toulouse du 27 avril 1877 (Sirey, 1877, 2, 284) que vainement aujourd'hui l'on prétendrait que ce n'est point au préjudice de Jean Augé mais au préjudice de la fabrique de l'église d'Ollier qu'aurait eu lieu le vol parce que Augé, trésorier de ladite fabrique, n'aurait été qu'un

dépositaire ; — Attendu d'abord qu'il n'y a pas eu vol dans l'enlèvement des 600 francs que l'on croyait appartenir à la fabrique, puisqu'il est constant que, lorsqu'on a cru avoir trouvé cette somme on s'est empressé, sur l'ordre de l'épouse de Jean Augé, d'aller en prévenir M. le Curé ; qu'ainsi, au moment de la préhension, on n'avait pas l'idée de se l'approprier, etc. etc., (1).

100. — Si la déclaration de la découverte n'est pas plus obligatoire pour le tiers détenteur que pour l'inventeur, ce tiers détenteur se trouve, au point de vue pénal, dans une situation plus favorable que l'inventeur. Le fait par lui de retenir, pour se l'approprier, l'objet à lui remis par l'inventeur n'a pas le caractère de la soustraction frauduleuse, constitutive du vol. Cette soustraction frauduleuse, élément essentiel du vol, n'existe, en effet, que lorsque la chose a été appréhendée et déplacée contre le gré du propriétaire par le fait personnel de l'auteur de la préhension ou du déplacement. Or, cette condition n'est pas remplie si la possession de l'objet

(1) La même distinction entre l'intention frauduleuse coexistante et l'intention frauduleuse postérieure avait été consacrée par la Cour suprême le 2 septembre 1830 (SIREY, 1830, 1, 400) et le 2 avril 1835 (SIREY, 1835, 1, 499). — *Adde*, Orléans, 6 septembre 1853 (SIREY, 1856, 2 54).

perdu résulte seulement pour le tiers possesseur de la remise à lui faite par l'inventeur(1).

101. — Quand donc le juge pourra-t-il décider que l'intention de s'approprier l'objet trouvé a été contemporaine de la main mise et déclarer que le délit de vol existe ? Il y a là une question d'intention et d'interprétation de la volonté des parties. Le défaut de déclaration qui, à lui seul, ne constitue ni un délit civil, ni un délit pénal, sera, dans l'appréciation du juge, l'un des éléments déterminants. Le fait par l'inventeur de n'avoir pas immédiatement donné au propriétaire tous les moyens de retrouver sa chose, pourra être interprété par les tribunaux comme dénotant d'une façon évidente l'intention de conserver l'objet trouvé.

Aussi bien, suffit-il de passer en revue les décisions rendues en la matière pour se convaincre que, dans la plupart des cas, la conviction du juge résulte du fait de la déclaration, laquelle a ou n'a pas eu lieu. Ainsi le défaut de déclaration, bien que n'étant sanctionné par aucun texte, fait encourir à l'inventeur une responsabilité pénale des plus considérables.

(3) Cass. 27 février 1874 (SIREY, 1874, 1, 499).

CHAPITRE IV

DES ÉPAVES RÉGLÉES PAR DES LOIS PARTICULIERES

102. — Nous allons étudier dans ce chapitre le sort d'objets qui ne sont pas toujours de véritables épaves.

L'épave est une chose abandonnée ou perdue dont le propriétaire est inconnu. Cette dernière circonstance constitue l'un des éléments caractéristiques de l'épave.

Les lois particulières que nous allons passer en revue règlent quelquefois le sort d'objets qui réunissent tous les caractères de l'épave et répondent bien à la définition qui en a été donnée. Il en est ainsi des lois qui statuent sur le sort des objets déposés dans les greffes, sur les animaux mis en fourrière, sur certains colis confiés aux chemins de fer ou autres entreprises de transports.

Mais, dans la plupart des cas, nous nous trouverons en présence de choses dont le propriétaire est connu. Les Caisses d'épargne, par exemple,

possèdent les noms et adresses des titulaires de leurs livrets ; il en est de même de la Caisse des dépôts et consignations à l'égard de ses déposants ; les entrepreneurs de messageries reçoivent les colis de clients déterminés.

Nous dirons donc, d'une manière générale, que les propriétaires des biens ou valeurs que nous allons énumérer, négligent seulement d'exercer leurs droits.

103. — Il résultait de cette négligence des inconvénients pour les personnes responsables des biens dont la garde leur avait été confiée ou qui les avaient reçus en dépôt.

Ces personnes devaient tenir une comptabilité longue et compliquée. Les objets déposés pouvaient être encombrants, d'un entretien dispendieux ou sujets à détérioration.

C'est pourquoi le législateur a cru nécessaire de remédier à ces difficultés. Il a édicté contre les propriétaires négligents des déchéances plus ou moins sévères.

Les délais qu'il a établis, les formalités de publicité qu'il a prescrites dans la plupart des cas, suffisent d'ailleurs à préserver les droits des intéressés.

104. — Si les biens dont l'Etat s'est ainsi attribué la propriété ne rentrent pas toujours dans la

définition juridique de l'épave, ils réunissent du moins des conditions suffisantes pour répondre à l'idée générale que l'on s'en fait.

Dans le langage ordinaire, on confond souvent l'épave avec l'objet dont le propriétaire se désintéresse. En fait, l'épave et cet objet se trouvent dans la même situation, à savoir qu'ils sont privés l'un et l'autre des soins de leur propriétaire. C'est là le caractère commun cause de l'assimilation.

Des auteurs plus autorisés que nous se sont jusqu'ici inclinés devant l'habitude et n'ont pas hésité à ranger parmi les épaves les biens que nous allons énumérer. Nous croyons ne pas être trop osé en défendant la même opinion (1).

§ I. — *Des objets déposés dans les greffes et conciergeries.*

103. — La première loi sur la matière est la loi du 11 germinal an IV. Elle contient des prescriptions

(1) V. notamment, DEMOLOMBE, *Successions*, t. I, n. 77 ; — AUBRY et RAU, 5^e édit., t. II, § 170, p. 63, texte et notes 8 à 12 ; — BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Successions*, 2^e édit., t. I, n. 86 et suiv. ; — GARNIER, *Répert. général de l'enreg.*, v^o *Domaine*, n. 914 et suiv., 967 et suiv. ; — RÉQUET, *Répert. du droit. administr.*, v^o *Domaine*, n. 1598 ; — LAURENT, *Principes de droit civil*, t. VIII, p. 647.

spéciales à la ville de Paris ; d'autres prescriptions spéciales aux départements et enfin des dispositions communes à Paris et aux départements.

Cette loi est ainsi conçue : Art. 1^{er} « Les greffiers, geôliers et tous autres dépositaires d'effets mobiliers déposés à l'occasion de procès civils ou criminels, terminés par jugement dernier ou à l'égard desquels l'action est prescrite, dans les divers tribunaux de la ville de Paris, en dresseront l'état et l'enverront sans délai au Directoire exécutif ; lequel est chargé de faire retirer les valeurs soit en assignats, soit en espèces métalliques et autres objets susceptibles d'être employés en nature au service de la République, de faire porter à l'Hôtel de la Monnaie les matières d'or et d'argent, et de faire procéder à la vente des autres objets en la forme prescrite par les lois. — Art. 2. Hors la ville de Paris, les greffiers, geôliers et autres dépositaires dresseront de semblables états, et les enverront aux administrations départementales, lesquelles feront procéder à la vente desdits effets mobiliers en la forme prescrite par les lois ; feront porter aux hôtels des monnaies les matières d'or et d'argent et feront remettre aux receveurs du département les valeurs trouvées en assignats ou espèces métalliques. Les commissaires du Directoire exécutif près les administrations départemen-

tales suivront l'exécution de la présente résolution et se feront représenter les registres qui ont dû être tenus par les dépositaires. — Art. 3. Les caisses, malles ou paquets, qui seraient encore scellés, et qui seraient présumés contenir des effets mobiliers, seront ouverts par le commissaire du Directoire exécutif près les départements, en présence du dépositaire des caisses, malles et paquets. Il sera dressé procès-verbal sommaire des effets qui s'y trouveront contenus, et il sera disposé, conformément aux premier et second articles, des effets de la nature mentionnée auxdits articles. A l'égard des papiers, ils demeureront quant à présent et provisoirement au greffe après avoir été mis en liasses et scellés. — Art. 4. Il sera tenu état estimatif de tous les objets dont il aura été disposé, du prix auquel les objets susceptibles de vente auront été vendus et de la nature des valeurs données en paiement. *Ceux qui se prétendent propriétaires desdits effets se présenteront dans le délai d'une année à compter du jour de la vente ; et, en justifiant de leur propriété, ils en recevront la valeur ou le prix suivant l'état et la vente ; passé le terme d'une année, aucune réclamation ne sera reçue ».*

106. — Ce délai d'un an, édicté au profit de l'Etat, contre les propriétaires des objets déposés,

était très rigoureux. Plus de trente ans cependant passèrent sans que l'on songeât à édicter une législation plus protectrice des droits des particuliers.

Dans l'intervalle, on se préoccupa seulement de simplifier, pour les objets d'or et d'argent, les formalités de la loi de l'an IV. C'est dans ce sens que fut rendue l'ordonnance du 23 janvier 1821. Aux termes de cette ordonnance, les objets d'or et d'argent ne seront plus envoyés aux hôtels des Monnaies ; ils seront remis aux receveurs des domaines des départements pour être vendus aux enchères, comme les autres effets mobiliers de même origine.

107. — Ce n'est que le 22 février 1829 qu'une ordonnance royale vint définitivement modifier la loi de germinal an IV.

Cette ordonnance, qui est toujours en vigueur, est ainsi conçue : Art. 1^{er} : « Les greffiers, géôliers et tous autres dépositaires d'effets mobiliers déposés à l'occasion des procès civils ou criminels définitivement jugés, et qu'il serait nécessaire de vendre, soit à raison de leur détérioration, soit pour toute autre cause, devront présenter requête au président du tribunal civil pour être autorisés à faire remise desdits objets aux préposés de l'administration des domaines qui procèderont à la

vente dans les formes suivies pour l'aliénation des objets non réclamés et sur lesquels d'Etat a un droit éventuel. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux greffiers des conseils de guerre et tribunaux maritimes, et aux geôliers ou concierges des prisons militaires et maisons de détention de la marine. — Art. 2 : Les sommes qui proviendront desdites ventes *seront versées à la Caisse des dépôts et consignations et les ayants droit pourront les réclamer dans les délais fixés par l'article 2262 du Code civil.* »

108. — Les détails de l'application de l'ordonnance que nous venons de reproduire se trouvent réglés dans une ordonnance postérieure du 9 juin 1831.

Les remises d'effets prévues par l'article 1^{er} de l'ordonnance de 1829 devront être faites par les dépositaires à l'administration des domaines de six mois en six mois (art 1^{er}).

Il en sera de même des sommes en deniers comptants (art. 2).

Les membres du parquet doivent veiller aux remises et certifier qu'elles comprennent bien tous les objets susceptibles d'être vendus (art. 3).

Sont exceptés de la remise les *papiers* appartenant à des condamnés ou à des tiers ; ces papiers

resteront déposés dans les greffes pour être remis à qui de droit s'il y a lieu (art. 4).

109. — Des textes que nous venons de rapporter, il ressort cette idée que les objets déposés dans les *greffes* ne cessent pas d'appartenir à leur propriétaire : Même lorsqu'ils ont été vendus, celui-ci a toujours la faculté de réclamer, mais il ne peut le faire que pendant 30 ans, à partir du jour de la vente.

On pourrait être tenté de croire que l'ordonnance de 1829 a édicté au profit de l'Etat une véritable prescription. Ce serait une erreur. Il ne saurait être question de prescription en l'espèce, car une des conditions essentielles pour prescrire fait défaut. L'Etat est bien en réalité détenteur de l'objet perdu ; mais il ne le possède qu'à titre précaire, sans avoir l'*animus domini* et il ne peut en acquérir la propriété.

L'ordonnance de 1829 est une disposition spéciale, indépendante de toute idée de prescription. Elle consacre un mode d'acquisition particulier de la propriété ; elle constitue un complément de l'article 717 du Code civil.

110. — Les droits de l'Etat sur les objets abandonnés dans les greffes et les conciergeries sont exclusifs de tous droits autres que ceux du véritable propriétaire. Le voleur notamment n'a aucun droit sur ces choses.

C'est ce qu'a fort justement décidé la Cour de Montpellier, le 23 avril 1844, par un arrêt de principe qui mérite d'être rapporté. — « Attendu, dit la Cour, que le prévenu se plaint qu'on a omis de statuer sur les neuf pièces de drap déposées au greffe du tribunal de police correctionnelle de Carcassonne, et demande que cette restitution soit ordonnée à son profit ; — Attendu que, pour apprécier cette demande, il faut rechercher si le prévenu est ou non propriétaire des draps dont il s'agit ; — Attendu, en fait, qu'il est convenu et décidé que ces draps ont été confectionnés avec la laine volée et recélée par le prévenu ; — Attendu que, de ce que les personnes au préjudice desquelles la laine a été soustraite ne se présentent pas pour la réclamer, il ne s'ensuit pas qu'elle doive rester la propriété du récéleur ; que cette doctrine serait immorale, puisqu'elle accorderait à un délit un avantage que la loi refuse même à la bonne foi de celui qui a employé des matières appartenant à autrui ; Attendu qu'aux termes de l'article 539 du Code civil, les biens qui n'ont pas de maître doivent appartenir à l'Etat et que, la laine volée n'ayant pas de maître qui se fasse connaître, l'Etat en est propriétaire, etc., etc... » (Sirey, 1845. 2. 301). — Et par une application rigoureuse du principe que les droits de chacun doivent être respectés, l'arrêt

continue en disant que, s'il faut restituer au propriétaire ou à l'Etat qui le représente, la matière volée, il faut, d'autre part, tenir compte au voleur de la plus-value procurée à la marchandise par la main-d'œuvre qu'il lui a fait subir. (Dans l'espèce il s'agissait de laine transformée en drap). Le produit de cette plus-value appartient en effet à celui qui l'a créée; et l'Etat, aussi bien que le propriétaire dépossédé, doivent respecter les droits d'un tiers qui se révèle en temps utile.

111. — Le délai de trente ans édicté par l'ordonnance de 1829 court, non pas du jour où le dépôt au greffe a été effectué, mais bien du jour de la vente de l'objet déposé (art. 1^{er} de ladite ordonnance). La vente ne peut d'ailleurs advenir que si le procès, à l'occasion duquel le dépôt a eu lieu, a été terminé par un jugement passé en force de chose jugée. Tant que la décision rendue est susceptible de quelque voie de recours, la présence au greffe de l'objet est utile pour éclairer le juge et il ne doit pas disparaître.

Mais, il faut assimiler au cas de jugement passé en force de chose jugée, le cas où la prescription de l'action est acquise. La vente peut alors avoir lieu sans risque d'entraver l'exercice de la justice, puisque celle-ci n'a plus le droit d'agir.

§ 2. — *Des marchandises et autres objets déposés dans les lazarets.*

112. — L'intérêt de la salubrité publique prescrit de prendre certaines précautions à l'égard des marchandises importées en France d'un pays étranger où sévissent des maladies contagieuses. Le plus sûr des moyens employés est l'isolement de ces marchandises et tel est le but des *quarantaines*. Le mot *quarantaine* vient de ce que la séquestration durait originairement quarante jours. Depuis on a appliqué ce mot à tout séjour forcé hors du lieu de l'arrivée, sans s'occuper de la durée de la séquestration. La quarantaine a lieu dans des endroits spécialement affectés à cet usage et que l'on nomme *lazarets*.

Sous la rubrique « Dispositions générales », le titre IV de la loi du 3 mars 1822, relative à la police sanitaire, dispose que : « Les marchandises et autres objets déposés dans les lazarets et autres lieux réservés qui n'auront pas été réclamés dans le délai de deux ans, seront vendus aux enchères publiques. Ils pourront, s'ils sont périssables, être vendus avant ce délai en vertu d'une ordonnance du président du tribunal de commerce ou, à défaut, du juge de paix. *Le prix en provenant,*

déduction faite des frais, sera acquis à l'Etat s'il n'est pas réclamé dans les cinq années qui suivront la vente ».

§ 3. — *Des marchandises restées dans les douanes.*

113. — Le sort de ces objets est réglé par le titre IX de la loi des 6-22 août 1791 ainsi conçue : Art. 1^{er}. — « Les ballots, balles, malles et futailles qui n'auront point été déclarés dans la forme prescrite par l'article 9 du titre II, seront inscrits dans la huitaine du jour de leur dépôt dans les bureaux, sur un registre à ce destiné, avec mention des marques, numéros et adresses qu'ils présenteront, et chaque article du registre sera signé par les receveur et contrôleur. — Art. 2. Lesdits ballots, balles, malles, futailles et tous autres objets qui n'auront point été réclamés après avoir séjourné dans les bureaux pendant un an, seront, ainsi que les objets qu'ils contiendront, vendus en remplissant les formalités ci-après prescrites. — Art. 3. Au jour fixé par les affiches, les effets seront vendus au plus offrant et dernier enrichisseur, en présence du préposé à la perception ou du contrôleur du bureau, à la charge du paiement

des droits s'il en est dû, ou du renvoi à l'étranger si les marchandises sont prohibées. Le prix de la vente demeure dans les caisses de la régie pendant un an pour être remis pendant ce temps aux réclamateurs qui justifieront de leur propriété, déduction faite des frais dans la proportion des objets qu'ils réclameront. Seront, lesdits réclamateurs, tenus de payer un droit de garde pour le temps pendant lequel leurs marchandises auront été déposées dans les douanes ou bureaux, lequel droit sera de trois deniers par jour du quintal brut ou par chaque caisse, boîte, malle ou ballot, au-dessous de ce poids ; et si, *dans le terme de deux années, il ne se présente aucun réclamateur, le produit de la vente des effets, en ce qui n'aura pas été réclamé, sera versé par la régie au trésor public, comme les autres produits* ».

114. — Le texte de ce dernier article paraît prêter à une confusion. Dans la première partie, il est dit très clairement qu'après un an, le prix des marchandises ne pourra plus être réclamé ; dans la seconde partie, il est parlé d'un délai de deux ans. La contradiction n'est qu'apparente. Lorsque le législateur parle d'un délai de deux ans, il en place le point de départ au jour du dépôt et non au jour de la vente. Lorsqu'il parle du délai d'un an, il en place au contraire le point de

départ au jour de la vente. Mais, comme aux termes de l'article 2, la vente ne peut avoir lieu qu'un an après le dépôt, c'est bien un délai de deux ans qui est, en réalité, nécessaire pour que la propriété soit acquise à l'Etat un an après la vente opérée. D'ailleurs, la doctrine a toujours suppléé à l'obscurité des textes et les auteurs enseignent que le prix de la vente appartient à l'Etat si, après l'expiration d'une nouvelle année depuis la vente, le propriétaire des objets vendus ne réclame pas (1).

§ 4. — *Des objets abandonnés chez les entrepreneurs de transports et de messageries.*

115. — Aux termes du décret du 13 août 1810, « les ballots, caisses, malles, paquets et tous autres objets qui auraient été confiés, pour être transportés dans l'intérieur de l'Empire, à des entrepreneurs, soit de roulage, soit de messageries par terre ou par eau, lorsqu'ils n'auront pas été réclamés dans le délai de six mois à compter du jour de l'arrivée au lieu de leur destination, seront vendus par voie d'enchère publique à la diligence de la régie de l'enregistrement (art. 1^{er}). — A l'expi-

(1) DEMOLOMBE, *Successions*, T. I, n. 77, p. 98. — AUBRY et RAU, 5^e édit., t. II, p. 65, § 170, note 10. — BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Successions*, 2^e édit., T. I, n^o 88.

ration du délai qui vient d'être fixé, les entrepreneurs de messageries et de roulage devront faire, aux préposés de la régie de l'enregistrement, la déclaration des objets qui se trouveront dans le cas de l'article précédent (art. 2). — Les préposés de la régie de l'enregistrement seront tenus de faire insérer dans les journaux, un mois avant la vente des objets non réclamés, une note indiquant le jour et l'heure fixés pour cette vente et contenant en outre les détails propres à ménager aux propriétaires de ces objets la faculté de les reconnaître et de les réclamer (art. 4). — Il sera fait un état séparé du produit de ces ventes pour le cas où il surviendrait, dans un nouveau délai de deux ans à compter du jour de la vente, quelque réclamation susceptible d'être accueillie (art. 5). — Afin de s'assurer de la sincérité des déclarations faites par les entrepreneurs de transports, les préposés de l'enregistrement et les employés des contributions indirectes sont autorisés à vérifier les registres qui doivent être tenus par les entrepreneurs de messageries ou de roulage (art. 6).

116. — Les droits du propriétaire sur la valeur des marchandises par lui abandonnées, cessent donc de pouvoir être revendiqués après un délai de deux ans courant du jour de la vente. Ce délai passé, le produit de la vente appartient à l'Etat.

Les préposés de l'administration ont, d'ailleurs, tous pouvoirs pour sauvegarder les droits éventuels du fisc.

A ce sujet, la question s'est posée de savoir lorsqu'un commissionnaire de roulage tombe en faillite et qu'il y a en dépôt dans ses magasins des marchandises dont le propriétaire est inconnu et que personne ne réclame, si l'administration des domaines est fondée à en demander la remise à son profit.

Le tribunal civil de Bergerac a répondu affirmativement à la question dans les termes suivants :
Le Tribunal : « Attendu qu'il résulte des procès-verbaux dressés le 20 novembre dernier par M. le Président du Tribunal de Commerce de Bergerac et M. l'Inspecteur de l'Enregistrement et des domaines que huit caisses contenant des liqueurs, des armes et autres marchandises avaient été déposées dans le magasin du sieur Claudurier Fontaine, commissionnaire de roulage, maintenant en faillite ; — Attendu qu'à l'époque de ces procès-verbaux, il s'était écoulé plus de six mois depuis que les caisses et marchandises étaient dans les magasins sans que personne les eût réclamées, si ce n'est celle contenant des armes à raison de laquelle il a été formé opposition par le sieur Reclus dans les mains du sieur Rolland, syndic, et dans les

main des sieurs Buteave et Marais ; — Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} du décret du 13 août 1810, les caisses et marchandises ainsi déposées et non réclamées sont considérées comme épaves et tombent dans le domaine de l'Etat ; — Attendu enfin qu'il est reconnu par toutes les parties que la caisse contenant des armes est la propriété du sieur Reclus et qu'ainsi rien ne s'oppose à ce qu'il en soit fait mainlevée ; par ces motifs : — Fait mainlevée au sieur Reclus de la caisse contenant les armes ; et, à l'égard des sept autres caisses et marchandises désignées et détaillées dans les susdits procès-verbaux, les considère comme épaves ; — Ordonne que remise en sera faite au receveur de l'Enregistrement, etc., etc. » (1).

117. — Des dispositions spéciales ont été édictées en matière de colis postaux.

Un décret du 19 avril 1881 a réglé le sort des colis postaux abandonnés, lorsque ces colis sont expédiés d'un point de la France à un autre. Aux termes de l'art. 6 de ce décret : « Les colis postaux, qui n'auront pu être livrés aux destinataires pour une cause quelconque et que les expéditeurs dûment consultés n'auront pas fait retirer ou

(1) Trib. de Bergerac, 9 août 1829, SIREY, 1831, 2, 92. — Voir dans le même sens, BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Successions*, 2^e édit., t. I, p. 60, n° 89.

réexpédier, seront tenus à la disposition de ceux-ci pendant six mois. Si, passé ce délai, les expéditeurs n'en ont pas réclamé le renvoi, les colis postaux seront livrés à l'administration des domaines *pour être vendus, au profit de l'Etat*, sauf déduction des taxes et frais dus aux transporteurs s'il y a lieu. »

Une disposition analogue se trouve dans le décret du 21 avril 1881 sur le régime des colis postaux dans le service international. Le délai de six mois est porté à un an.

Le délai d'un an a été appliqué aux colis postaux échangés entre la France et les colonies, par un troisième décret du 24 juillet 1881.

Dans tous les cas, ceux des colis postaux qui renferment des articles sujets à corruption ou à détérioration peuvent être vendus immédiatement au profit de qui de droit.

§ 5. — *Sommes et objets trouvés dans les bureaux des Postes.*

118. — L'Etat devient propriétaire, d'après l'art. 1^{er} de la loi du 31 janvier 1833, des sommes versées aux caisses des agents des Postes pour être remises à destination et dont le remboursement

n'aura pas été réclamé par les ayants droit dans un délai de huit années, à partir du jour du versement des fonds.

La loi de finances du 5 mai 1855 (art. 17) a étendu la portée de la loi de 1833 en attribuant à l'Etat, après le même délai, les valeurs cotées, et toutes autres valeurs quelconques déposées ou trouvées dans les boîtes ou aux guichets des bureaux de poste, renfermées ou non dans les lettres que l'administration n'aura pu remettre à destination et dont la remise n'aura pas été réclamée par les ayants droit. Le délai de huit années court pour les valeurs cotées du jour où elles auront été déposées et pour les autres du jour où elles auront été trouvées dans le service des postes.

Le délai de la prescription ainsi établie a été réduit à cinq années par la loi du 15 juillet 1882, puis à trois années par la loi du 4 avril 1898 (art. 3).

Déjà, en ce qui concerne les bons de poste, créés par la loi du 29 juin 1882, le législateur avait déclaré que le délai de prescription de la loi de 1833 serait réduit à un an à partir du jour du versement des fonds (V. loi du 29 juin 1882, art. 6).

La loi du 21 décembre 1897, portant réduction du droit fixe de recommandation applicable aux objets affranchis à prix réduit, dispose que le délai de prescription fixé par la loi du 15 juillet 1882

sera réduit, pour les journaux, imprimés, échantillons et papiers d'affaires, à un an, à partir du jour du dépôt de ces objets à la poste.

119. — Toutes ces lois sur le service des postes établissent au profit de l'administration un véritable droit d'épave.

Le développement toujours croissant du commerce et de l'industrie, la variété des moyens de communication soit entre les divers points du territoire, soit entre la France et l'étranger, les tarifs postaux abaissés de jour en jour ont amené par là même une augmentation des correspondances privées, et des envois d'argent par la poste et partant du nombre des objets tombant en rebut ou non distribués et des mandats-poste impayés. Les bureaux de poste sont encombrés non seulement de simples missives, mais encore de plis chargés. Les travaux préparatoires de la loi du 4 avril 1898 indiquent que, déjà en 1882, le nombre des mandats émis chaque année atteignait une moyenne de quinze millions. Celui des lettres ou des objets recommandés ou chargés atteignait lui-même onze millions. De 1882 à 1898, le nombre des chargements et des mandats avait plus que doublé. En ce qui concerne les mandats, cent cinquante millions de titres et près de six millions de comptes étaient accumulés à l'Administration

centrale des Postes où l'on ne trouvait plus l'emplacement nécessaire pour les conserver et les classer. Les mêmes inconvénients se reproduisent dans chaque bureau de poste pour la conservation des registres de dépôts (1).

Toutes ces considérations feront suffisamment comprendre que les objets confiés à la poste aient pu être déclarés épaves au bout d'un délai aussi court. D'ailleurs, en fait, on remarquera que les délais prescrits sont bien suffisants pour sauvegarder les intérêts du public et lui permettre de faire valoir ses droits.

§ 6. — *Sommes déposées dans les
Caisses d'épargne.*

120. — Les Caisses d'épargne sont des établissements d'utilité publique qui ont pour objet de recevoir en dépôt et de faire fructifier de petites sommes, et d'aider ainsi les classes laborieuses à utiliser leurs économies et à se créer des ressources.

Les premières Caisses d'épargne furent créées vers 1817. En présence des résultats qu'elles donnèrent, leur nombre s'accrut rapidement. Elles

(1) SIREY, *Lois annotées*, 1898, p. 540, note 9.

s'imposèrent par cela même à l'attention du législateur, qui dut les réglementer par une législation spéciale. Nous n'avons pas à entrer ici dans les détails de cette législation qui a souvent varié. Nous nous bornerons à en signaler les principes, en tant qu'ils touchent à notre étude.

121. — Avant la loi du 7 mai 1853, la seule dont les dispositions nous intéressent, les dépôts aux Caisses d'épargne n'étaient autorisés que jusqu'à concurrence d'une somme maxima déterminée par la loi.

Dès que le compte d'un déposant avait atteint le maximum fixé, la Caisse d'épargne devait acheter d'office pour le compte de ce déposant des titres de rente, que ce dernier avait la faculté de se faire remettre ou qu'il pouvait laisser en dépôt à la Caisse; dans ce dernier cas, la Caisse d'épargne percevait les intérêts qui venaient s'ajouter au compte.

Les Caisses d'épargne se trouvaient ainsi dépositaires soit de deniers, soit de titres de rente dont elles devaient compte à leurs déposants.

En cette qualité de dépositaires, les caisses d'épargne demeuraient indéfiniment responsables envers leurs déposants. Aucune prescription ne leur était applicable, la précarité de leur possession constituant à cet égard un obstacle absolu.

La prudence exigeait donc que les caisses d'épargne conservassent toutes les pièces justificatives de leur libération : livrets soldés, quittances de remboursements, récépissés des titres de rente, etc.

Cette exigence amenait un encombrement de pièces facile à concevoir. On se fera une idée de son importance quand on saura que la seule Caisse d'Epargne de Paris avait ouvert cent soixante-quinze mille comptes, dont vingt-cinq mille se renouvelant tous les ans.

Ce fut pour obvier à ces inconvénients que le législateur proposa d'édicter dans la loi du 7 mai 1853, contre les déposants négligents, une déchéance sur les conditions de laquelle le rapporteur de la loi s'expliqua minutieusement (1).

123. — L'article 4 de cette loi est ainsi conçu : « Lorsqu'il s'est écoulé un délai de 30 ans, à partir tant du dernier versement ou remboursement que de tout achat de rente et de toute autre opération effectués à la demande des déposants, les sommes que détiennent les caisses d'épargne aux comptes de ceux-ci sont placées en rentes sur l'Etat, et les titres de ces rentes, comme les titres des rentes achetées, soit en vertu de la loi du 22 juin 1845, soit en vertu de la loi du 30 juin 1851,

(1) SIREY, *Lois annotées de 1853*, p. 31, note, col. 2 et 3.

à la demande des déposants ou d'office, sont remis à la Caisse des dépôts et consignations pour le compte des déposants. A partir du même moment, et jusqu'à la réclamation des déposants, le service des arrérages de la rente est suspendu. — Les reliquats des placements en rentes ci-dessus énoncés, et les sommes qui, à raison de leur insuffisance, n'auraient pu être converties en rentes sur l'Etat, demeureront, à la même époque, acquis définitivement aux caisses d'épargne. — A l'égard des versements faits sous la condition stipulée par le donateur, que le titulaire n'en pourra disposer qu'après une époque déterminée, le délai de 30 ans ne court qu'à partir de cette époque. — A l'égard des sommes déposées pour le compte des remplaçants dans les armées de terre et de mer, le délai de 30 ans ne court qu'à partir de l'expiration de leur engagement. — Dans tous les cas, les noms des déposants seront publiés au *Moniteur* (aujourd'hui *Journal Officiel*) et dans la feuille d'annonces judiciaires de l'arrondissement où est située la caisse d'épargne dépositaire, six mois avant l'expiration du délai de trente ans fixé ci-dessus ».

124. — Il est à remarquer que le législateur de 1853 n'emploie pas le mot de prescription ; c'est qu'en effet, comme nous l'avons fait remarquer au

numéro précédent, édicter une véritable prescription eût été contraire aux principes fondamentaux du droit qui s'opposent à ce qu'on puisse acquérir par prescription une chose détenue simplement à titre précaire (1).

La loi de 1853 établit en réalité un cas nouveau d'épave au profit de l'Etat et des caisses d'épargne. Le premier devient bénéficiaire des arrérages des rentes; les secondes deviennent propriétaires des reliquats de comptes.

125. — Le droit d'épave ainsi limité a été étendu par la loi du 20 juillet 1895 (art. 20) qui déclare prescrites à l'égard des déposants les sommes qui, en vertu de l'art. 4 de la loi du 17 mai 1853 étaient placées en rentes et celles qui étaient attribuées aux caisses d'épargne. Ces sommes seront à l'avenir attribuées aux caisses d'épargne à concurrence des deux cinquièmes et aux sociétés des secours mutuels possédant des caisses de retraite, à concurrence des trois cinquièmes. La répartition de ces trois derniers cinquièmes entre les diverses sociétés de secours mutuels, approuvées et reconnues d'utilité publique, devait être réglée par un règlement d'administration publique (2).

126. — En résumé, l'Etat, par droit d'épave, est

(1) V. SIREY. *Lois annotées de 1853*, p. 32, col 3.

(2) V. décret du 14 mai 1898 (*Journ. officiel* du 29 mai).

bénéficiaire de tous les arrérages afférents aux rentes achetées en exécution de la loi de 1853 et avant la loi de 1895.

Les caisses d'épargne, de leur côté, ont un droit acquis sur tous les reliquats existant avant la loi de 1895 et sur les deux cinquièmes des capitaux délaissés depuis cette loi.

Les sociétés de secours mutuels ont un droit acquis sur les trois cinquièmes des capitaux abandonnés postérieurement à la loi de 1895.

§ 7. — *Sommes déposées à la Caisse des dépôts et consignations.*

127. — La Caisse des dépôts et consignations est un établissement public créé par la loi du 28 avril 1816, art. 110, pour recevoir et administrer les dépôts, consignations, les services relatifs à la Légion d'Honneur, à la compagnie des canaux, aux fonds de retraite, et pour remplir les autres attributions confiées jusqu'alors à la Caisse d'amortissement (l'amortissement excepté).

La loi d'organisation est complétée par une ordonnance royale du 3 juillet 1816 qui détermine de la façon la plus détaillée toutes les opérations réservées à l'établissement créé.

Les sommes déposées produisent intérêt au taux de 3 p. 100 à dater du soixante et unième jour de la consignation (art. 14, ordonn. de 1816).

Les ayants droit peuvent retirer les fonds consignés dix jours après une réquisition de paiement par eux adressée au préposé de la Caisse.

128. — La Caisse des dépôts et consignations, telle qu'elle est établie par ces textes, avait-elle le droit de prescrire les sommes déposées? La question était fort discutée jusqu'en 1895. Certains auteurs estimant que la Caisse des dépôts et consignations avait une détention précaire, qu'elle n'était pas une simple débitrice, enseignaient que cet établissement ne pouvait prescrire contre son titre et changer le caractère de sa possession (1). Dans notre ancien droit, les particuliers n'avaient aucune prescription à redouter relativement aux deniers consignés, parce que les deniers remis sous une enveloppe cachetée devaient être conservés *in specie* par les receveurs (1). Si par la suite l'Etat s'est attribué par une loi la faculté de s'emparer de l'argent déposé afin de le faire fructifier à son risque ou à son profit, il n'a certaine-

(1) V. LAURENT, *Principes de droit civil français*, t. 32, n° 300 ; — DUMESNIL, *Caisse des consignations*, n° 493 ; — HUET et VARNIER, *Manuel du service des consignations*, n. 1031 et suiv.

(2) *Déclaration du roi du 16 juillet 1669* ; — Edit de février 1679, art. 36. — POTHIER, *Dépôt*, chap. IV, art. III, n°s 113 et suiv.

ment pas entendu diminuer la sécurité des particuliers. Tels étaient les arguments de la doctrine suivant laquelle il n'y a pas en notre matière place pour la prescription.

129. — Avec des raisons nouvelles et une théorie plus originale, la Cour de Rouen est arrivée à la même conclusion. Son arrêt du 10 août 1870 (Sirey, 1872, 2, 73) est ainsi motivé : « Attendu qu'il y a lieu (afin de savoir si les intérêts des sommes déposées sont prescriptibles) de déterminer la nature du contrat qui existe entre la Caisse et les déposants ; — Attendu que la Caisse reconnaît que le dépôt opéré entre ses mains n'est point régi par les règles du droit commun ; qu'il est en effet certain qu'elle est autorisée, contrairement aux règles ordinaires du contrat du dépôt, à se servir des sommes déposées et à en tirer profit ; qu'elle doit les intérêts desdites sommes tels qu'ils ont été fixés par la loi ; qu'elle est responsable de tous les risques et ne peut exiger aucun frais de garde ; — Attendu que, sans contester ce fait et tout en reconnaissant que sa qualité de dépositaire l'empêche de prescrire le capital qui lui est confié, la Caisse des consignations prétend qu'elle devient propriétaire des sommes consignées entre ses mains et que les déposants n'ont contre elle qu'un titre de créance d'une nature spéciale ; que cette pré-

tention ne peut être admise ; qu'il est en effet de principe que nul ne peut être dépouillé de sa propriété, même mobilière, à son insu ou contre son gré, si ce n'est en vertu d'une disposition légale ou judiciaire ; que la mutation de propriété des sommes consignées, au profit de la Caisse des dépôts et consignation ne pourrait dès lors résulter que du contrat passé entre elle et le déposant ou d'un texte de loi exprès ; — Attendu qu'aucune disposition de la loi organique de la Caisse des dépôts et consignations ne transfère à la Caisse la propriété des sommes consignées ; que certaines prescriptions de l'ordonnance de 1816 sont même contraires à cette prétention ; qu'ainsi, la Caisse est obligée, aux termes de l'article 16, de restituer ces sommes à toute réquisition et dix jours après cette réquisition, sans pouvoir réclamer aucun délai, ni se refuser à la remise sinon en cas d'opposition ou de défaut de régularité des pièces produites ; — Attendu, d'autre part, que le contrat qui existe entre le déposant et la Caisse n'est point de nature à transférer à cette dernière le principal des sommes consignées ; que cette propriété ne pourrait être transmise que par le transport régulier dit à titre de prêt ; — Attendu qu'il est impossible de soutenir que le déposant, dont la consignation est, dans la plupart des cas, contrainte et forcée et faite pour

obéir aux dispositions de l'ordonnance de 1816, a consenti à transporter à la Caisse des dépôts et consignations la propriété des sommes qui lui appartiennent et à ne conserver contre cette Caisse qu'un droit de créance; que la conséquence logique d'une semblable doctrine serait de permettre à la Caisse de prescrire d'une manière complète, conformément à l'article 2241 du Code Napoléon, la libération des sommes déposées, ce qui serait contraire au principe même de son institution; — Attendu qu'en réalité, il n'existe entre le déposant et la Caisse des dépôts et consignations qu'un contrat innommé conservant les caractères d'un dépôt et régi par les règles spéciales de cette institution; que la Caisse le reconnaît elle-même puisqu'elle déclare que sa qualité de dépositaire l'empêche de prescrire la libération du capital consigné entre ses mains; qu'elle ne peut donc invoquer les prescriptions du droit commun, lesquelles ne lui sont pas applicables et qu'elle ne pourrait prescrire les intérêts par elle dus qu'autant qu'elle y serait autorisée par une disposition spéciale des lois organiques qui la régissent; — Attendu que, loin de permettre cette prescription, les articles 2 de la loi du 28 nivose an 13 et 14 de l'ordonnance de 1816 déclarent que la Caisse des consignations paiera les intérêts de toutes sommes con-

signées à raison de 3 p. 100 à compter du soixante et unième jour de la date de la consignation jusqu'et non compris celui du remboursement; que ces termes sont exclusifs du mode de libération opposé par la Caisse; — Attendu qu'il est impossible d'établir une distinction entre le capital et les intérêts dus par la Caisse; que la prescription des intérêts serait aussi contraire aux principes de son institution que celle du capital consigné, etc., etc... »

130. — Cette doctrine et cette jurisprudence étaient fort critiquées. Le dépôt fait à la Caisse des dépôts et consignations est un dépôt irrégulier, la Caisse n'est pas obligée de restituer les espèces mêmes qui lui ont été confiées; il suffit qu'elle restitue une somme égale. Elle devient propriétaire des fonds déposés; elle doit en rendre seulement l'équivalent. Sans doute, sous l'empire de l'édit de 1679, les deniers consignés pouvaient être perpétuellement réclamés et n'étaient pas prescriptibles, mais les deniers étaient alors remis scellés et cachetés et devaient être rendus dans leur identité. Les ayants droit restaient propriétaires des deniers qui leur étaient destinés. Aujourd'hui, il n'en est plus de même, la Caisse est une simple débitrice qui doit être traitée comme tout débiteur. Il en résulte que l'action en restitution est une simple ac-

tion personnelle soumise à la règle générale de la prescription trentenaire (1).

131. — Nonobstant la valeur de ces derniers arguments, il semble bien qu'en 1895 encore, la théorie de l'imprescriptibilité prévalait dans l'esprit du législateur (2).

L'exposé des motifs de la loi de finances du 20 juillet 1895 ne met pas en doute l'impossibilité pour la Caisse de prescrire ; lorsqu'il indique quelles sont les raisons qui devaient militer en faveur de l'adoption du projet. « Chaque année, porte l'exposé des motifs, plus de trente-trois mille comptes de consignation sont soldés. On voit après soixante-quinze années d'existence quel serait le nombre des dossiers souvent volumineux concernant ces paiements et *dont la Caisse devrait assurer la garde* ; et combien devraient être vastes les locaux destinés à les contenir si l'incendie de 1871 n'en avait pas détruit la plus grande partie ».

132. — Au surplus, la loi de 1895 n'a pas consacré une nouvelle prescription en faveur du débiteur. En effet, ses dispositions ne sont pas édictées au profit de la Caisse des dépôts et consignations,

(1) V. LABBÉ, note sous Rouen, 10 août 1870, SIREY, 1872, 2, 73 ; — BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, *Prescription*, 2^e édition, n° 310 ; — Comp. HUET et VARNIER, *Manuel du service des consignations*, n° 1034 et suiv.

(2) V. SIREY, *Lois annotées de 1895*, p. 1055, note 50.

personne morale, débitrice des valeurs déposées ; c'est à l'Etat que ces valeurs appartiennent désormais. Or, la prescription a pour caractère essentiel de n'opérer jamais qu'en faveur du véritable possesseur.

Il y a en réalité dans la loi de 1895 l'établissement d'un nouveau cas d'épave et l'article 43 de cette loi doit être ajouté à la nomenclature des textes dont l'étude fait l'objet de notre chapitre.

Cet article est ainsi conçu : « Les sommes déposées à quelque titre que ce soit, à la Caisse des dépôts et consignations, sont acquises à l'Etat lorsqu'il s'est écoulé un délai de 30 ans sans que le compte auquel ces sommes ont été portées, ait donné lieu à une opération de versement ou de remboursement ou sans qu'il ait été signifié à la Caisse des dépôts, soit la réquisition de paiement prévue par l'article 15 de l'ordonnance du 3 juillet 1816, soit l'un des actes visés par l'article 2244 du Code civil. — Six mois au plus tard avant l'échéance de ce délai, la Caisse des dépôts et consignations avise, par lettre recommandée, les ayants droit connus de la déchéance encourue par eux. Cet avis est adressé au domicile indiqué dans les actes et pièces qui se trouvent en la possession de la Caisse, ou, à défaut de domicile connu, au procureur de la République du lieu de

dépôt. En outre, la date et le lieu de la consignation, les noms, prénoms et adresses des intéressés, qui n'auront pas fait notifier de réquisition de paiement dans un délai de deux mois après cet avis, seront immédiatement publiés au *Journal Officiel*. — Les sommes atteintes par la déchéance sont versées annuellement au trésor public avec les intérêts y afférant. — En aucun cas, la Caisse des dépôts et consignations ne peut être tenue de payer plus de trente années d'intérêts, à moins qu'avant l'expiration des trente ans, il n'ait été formé contre la Caisse une demande en justice reconnue fondée. — A titre transitoire, les prétendants droit aux sommes qui seront remises au trésor depuis la promulgation de la présente loi jusqu'au 31 décembre 1899, auront un délai qui expirera le 31 décembre 1900 pour obtenir le remboursement de ces sommes en justifiant de leurs droits ».

§ 8. — *Objets abandonnés ou laissés en gage
chez les hôteliers et aubergistes.*

133. — Nous allons étudier dans ce paragraphe un cas d'épave analogue à celui que nous avons déjà signalé dans le second paragraphe du pré-

sent chapitre consacré aux objets abandonnés chez les entrepreneurs de transports et de messageries.

La Chambre syndicale des hôteliers logeurs de Paris et de nombreux hôteliers logeurs et aubergistes des départements ont adressé à la Chambre des députés une pétition dans le but d'obtenir le vote d'une loi qui les autoriserait, après un certain délai et moyennant certaines formalités, à faire vendre les objets abandonnés chez eux ou laissés en gage par les voyageurs. Le Ministre de l'intérieur, saisi de cette pétition, la communiqua au garde des sceaux, qui confia au Conseil d'Etat le soin de préparer un projet de loi conforme aux vœux des pétitionnaires. Après de longues discussions, la loi du 31 mars 1896 fut votée. Elle donnait satisfaction à la réclamation des intéressés en autorisant la vente des objets abandonnés ou laissés en gage, et en simplifiant la procédure.

L'article 6 de la loi dispose que, sur le produit de la vente et après le prélèvement des frais, l'officier public paiera la créance du dépositaire. Le surplus sera versé à la Caisse des dépôts et consignations, au nom du propriétaire, par l'officier public qui ne dressera aucun procès-verbal du dépôt. Il en tirera récépissé ; ce récépissé lui vaudra décharge. Si le produit de la vente est insuf-

fisant pour couvrir les frais, le surplus sera payé par le dépositaire, sauf recours contre le déposant. Le montant de la consignation en principal et intérêts *sera acquis de plein droit au trésor public, deux ans après le dépôt*, s'il n'y a eu dans l'intervalle aucune réclamation de la part du propriétaire, de ses représentants ou de ses créanciers.

134. — Les motifs qui ont inspiré le législateur de 1896 sont les mêmes que ceux qui ont amené le vote de la plupart des lois que nous avons étudiées plus haut. Convenait-il de laisser indéfiniment à la disposition du propriétaire le produit consigné de la vente ? La Commission de la Chambre des députés ne le crut pas. Les ventes que l'on allait autoriser seraient nombreuses. Plus nombreux encore seraient les comptes qu'il faudrait ouvrir à chaque ayant droit, puisque le même procès-verbal de vente pourrait concerner des objets d'origines différentes. La nécessité de conserver les comptes de vente pendant trente années, allait compliquer singulièrement la comptabilité publique ; aussi la Commission de la Chambre des députés avait-elle décidé qu'au bout de cinq années, le produit de la vente serait acquis à l'Etat (1). La

(1) V. Rapport de M. Royer à la Chambre des députés, SIREY, *Lois annotées de 1896*, p. 412, col. 1.

Commission du Sénat, tout en adoptant le principe de la loi, proposa de substituer au délai de cinq ans adopté par la Chambre un délai de deux ans, et ce fut son avis qui prévalut définitivement.

§ 9. — *Animaux mis en fourrière.*

135. — La loi des 28 septembre-6 octobre 1791, dans son titre II relatif à la police rurale, donne au propriétaire, sur les terres duquel des bestiaux auront été laissés à l'abandon, le droit de les saisir sous l'obligation de les faire conduire dans les vingt-quatre heures au lieu de dépôt qui sera désigné à cet effet par la municipalité. Il sera satisfait aux dégâts par la vente des bestiaux, s'ils ne sont pas réclamés, ou si les dommages causés n'ont pas été payés dans la huitaine du jour du délit (art. 12).

On admettait généralement que, bien que la disposition que nous venons de citer ne parle que des bestiaux laissés à l'abandon, il fallait en faire l'application aux bestiaux trouvés en délit dans les champs sous la garde d'un inconnu. La loi du 4 avril 1889, art. 1^{er}, est venue confirmer cette interprétation en parlant des animaux non gardés ou dont le gardien est inconnu.

D'autre part, la loi du 21 juin 1898, sur la police rurale a reproduit dans ses art. 15 et suiv. les dispositions de la loi du 4 avril 1889.

136. — La mise en fourrière peut encore avoir lieu dans d'autres cas. Elle est quelquefois ordonnée à la suite d'une mesure d'instruction criminelle, ou en exécution d'une mesure de police et d'administration ; d'animaux saisis et abandonnés sur la voie publique, ou à la suite d'une contravention aux lois d'administration publique : octroi, douanes, etc., etc.

Les animaux, pour quelque cause qu'ils aient été saisis, ne peuvent rester en fourrière plus de huit jours ; s'ils ne doivent ou ne peuvent être restitués à leur propriétaire, ils seront mis en vente.

Le décret du 18 juin 1811 dispose (art. 39 et 40) que la vente sera faite à l'enchère au marché le plus voisin à la diligence de l'administration de l'Enregistrement. Le produit de la vente sera *versé* dans la caisse de l'administration de l'Enregistrement pour en être disposé ainsi qu'il sera ordonné par le jugement définitif.

Ce texte n'indique pas, comme tous ceux que nous avons vus jusqu'ici, que le prix sera acquis à l'Etat au bout d'un certain délai. Que faut-il décider quant à l'attribution de ce prix ? Il sert tout d'abord à payer les frais de fourrière et de sé-

questre. Il sert ensuite à réparer le dommage causé aux terrains par les bestiaux saisis. Quant au surplus, il n'est pas possible de décider qu'il n'est pas la propriété du maître des bestiaux ; lui enlever ce droit serait l'exproprier sans indemnité. Nous dirons donc que l'Etat est comptable envers le propriétaire du reliquat du prix non employé. Mais, comme tout débiteur, l'Etat, au bout de trente ans écoulés sans réclamation, sera libéré de sa dette par l'effet de la prescription acquise. C'est à l'Etat, qu'en définitive, aura profité l'abandon ; c'est à lui qu'appartiendra l'épave.

137. — Le délai de 30 ans dont nous venons de parler, part nécessairement du jour où le prix de vente a été versé au Trésor. C'est à dater de ce jour seulement que l'Etat devient comptable et débiteur et que des réclamations peuvent lui être adressées. Il ne saurait, avant cette époque, être question de prescription de fourrière.

Il est, dès lors, intéressant de savoir si les délais de fourrière, prescrits par la loi du 28 septembre-6 octobre 1791, et par le décret du 18 juin 1811, doivent être observés à la lettre et si la vente ne peut avoir lieu avant leur expiration.

La question s'est posée devant la Cour d'Angers sous l'empire du décret de 1811 ; mais, nous croyons que les raisons de décider auraient été les

mêmes s'il s'était agi de l'application de la loi de 1791.

Dans le courant de décembre 1870, le sieur Genty, exerçant la profession de voiturier, a reçu notification d'une réquisition de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, lui enjoignant de mettre à la disposition de l'intendant général au Mans, deux chevaux et une voiture destinés au transport des mobilisés. Le sieur Genty a obéi à cette réquisition. A quelques jours de là, il a appris que les objets réquisitionnés ont été mis en fourrière comme choses abandonnées et vendus moins de huit jours après la saisie à la requête de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines. Dans ces circonstances, le sieur Genty a formé contre cette administration une demande en restitution des objets vendus ou en paiement de leur valeur. Le 8 septembre 1871, jugement du tribunal de Rennes qui se déclare incompétent ; appel par le sieur Genty, et le 27 février 1872, arrêt de la Cour de Rennes, qui réforme le jugement, quant au chef d'incompétence, mais qui, après avoir évoqué le fond, déboute Genty de sa demande. La Cour a décidé que le délai de huit jours fixé par l'art. 39 du décret du 18 juin 1811 est un délai maximum et que l'administration n'est pas obligée de le laisser écouler avant de faire procéder à la vente.

Le pourvoi formé contre cet arrêt a soutenu l'impossibilité d'abrégé le délai de huitaine. Il a fait valoir que ce délai était accordé pour que le propriétaire put réclamer l'objet en nature ; et il a dit, invoquant en sa faveur un arrêt de la Cour suprême du 29 mai 1866 (Sirey, 1866, 1. 291) rendu en matière de délais de distance, que le délai du décret de 1811 était avec la publicité des affiches la seule garantie permettant de recouvrer la chose elle-même.

La Chambre des requêtes, par arrêt du 19 novembre 1872 (Sirey, 1872. 1. 359), a rejeté le pourvoi par les motifs suivants : « Attendu que l'article 39 du décret du 18 juin 1811, en disposant que les animaux et autres objets périssables ne pourraient rester en fourrière plus de huit jours, n'a pas prescrit à l'administration de les conserver jusqu'à ce que ce délai soit expiré ; qu'il a fixé seulement un maximum qui ne pourrait être dépassé ; qu'il est déclaré en fait par l'arrêt attaqué que l'urgence de la vente de deux chevaux en mauvais état et d'une charrette, à laquelle il a été procédé le 2 février 1871, résultait des circonstances du moment et de l'impossibilité où était l'administration de les conserver au milieu de la confusion extrême qui régnait alors, et que cette vente faite un jour de foire n'aurait pu l'être dans

un temps plus favorable ; qu'en décidant dans ces circonstances que l'administration n'avait encouru aucune responsabilité, l'arrêt attaqué ne viole aucun des articles cités, etc., etc. »

138. — Le délai de l'article 39 du décret du 18 juin 1811 pourrait également être prorogé sans que cette prorogation constituât une faute ou un cas de nullité. Il arrive, notamment en matière de contributions indirectes et de douanes, en matière de chasse que les animaux qui ont été saisis sont de véritables pièces à conviction ; il importe dans tous ces cas de les garder jusqu'à la fin de l'instruction du procès. Cela est permis, mais les magistrats qui prolongent la fourrière doivent se faire autoriser du procureur général et ce dernier doit rendre compte au ministre de l'autorisation qu'il a cru devoir accorder (1). Il n'y a, au surplus, dans la nécessité de cette autorisation qu'une simple mesure fiscale ne touchant en rien au fond du droit.

139. — Des règles spéciales ont été édictées par le législateur pour les animaux saisis dans les bois.

(1) V. DE DALMAS, *Les frais de justice en matière criminelle* p. 82. — VERLET DU MESNIL, *Etude sur les frais de justice criminelle*, sur l'article 39 du tarif de 1811, p. 75. — BLANCHE, *Dictionnaire général d'administration*, V^o Fourrière, n^o 5. — DALLOZ, *Supplément au répertoire*, V^o Fourrière, n^o 5.

Si la saisie a été opérée dans les bois des particuliers, la vente de ces animaux est faite dans les formes prescrites par le décret de 1811 comme s'il s'agissait d'un animal épave et le produit de la vente, frais de fourrière, de vente et de régie préalablement déduits, est versé à la Caisse des dépôts et consignations (Code forestier, art. 189). Il y a lieu d'appliquer alors aux sommes déposées les dispositions relatives à cet établissement public que nous avons étudiées sous les n^{os} 127 et suivants.

Si la saisie a été opérée dans les bois soumis au régime forestier, les bestiaux non réclamés dans les cinq jours qui suivront le séquestre sont vendus par le receveur des domaines sur ordonnance du juge de paix (Code forestier art. 169). Les frais de séquestre et de vente sont taxés par le juge de paix et prélevés sur les produits de la vente ; le surplus reste déposé entre les mains du receveur des domaines jusqu'à ce qu'il ait été statué en dernier ressort sur le procès-verbal.

§ 10. — *Matériaux des tombes.*

140. — A l'expiration des concessions, les matériaux des tombes appartiennent aux familles ; si

ces dernières négligent de les revendiquer, ils appartiennent à l'Etat comme biens abandonnés. Mais, comme ce sont le plus souvent des objets de peu de valeur, l'Etat abandonne son droit de propriété au profit des villes et communes, à charge par elles de consacrer les objets abandonnés ou leur prix à l'entretien des cimetières. Cette mesure, spéciale tout d'abord à la ville de Paris, a été généralisée par décision ministérielle du 18 décembre 1843 et par une circulaire du ministre de l'intérieur du 30 décembre de la même année (1).

Mais la prise de possession des communes ne peut être effectuée qu'un an après mise en demeure faite aux familles par tous les moyens ordinaires de publicité d'enlever, dans un délai fixé, les constructions existantes.

Une décision ministérielle plus récente en date du 3 juin 1889 a consacré le droit des villes et des communes sur les objets dont il s'agit, même lorsque l'emploi n'a pas lieu en nature (2).

(1) V. *Répert. gén. alphab. du droit français*, par MM. CARPENTIER et FRÉREJOUAN DU SAINT, v^o *Cimetière*, n. 123 et 134; — BÉQUET, *Répert. du droit admin.*, v^o *Domaine*, n. 1598.

(2) GARNIER, *Répert. général de l'enregist.*, v^o *Domaine*, n. 970 et 971.

§ 11. — *Bijoux des détenus.*

141. — L'article 59 du règlement général du 4 août 1864, sur la comptabilité des maisons centrales et établissements assimilés, dispose que les bijoux ayant appartenu aux détenus décédés sont, après un délai de trois ans, remis comme *épave* à l'Administration des domaines, et que cette remise vaut décharge complète et définitive à l'Administration des prisons.

La légalité de ce règlement est impossible à soutenir. Il n'appartient pas à l'administration de créer un nouveau cas d'épave et de déposséder les héritiers des détenus qui seuls ont droit aux biens provenant de la succession de leur auteur (1).

L'Administration des domaines a personnellement reconnu qu'elle ne pouvait se faire un titre de l'ordonnance de 1864 pour s'attribuer la propriété des objets visés par cette ordonnance. Le gardien chef de la prison de X... ayant offert de remettre au domaine une montre provenant d'un détenu décédé dans cette prison le 1^{er} septembre

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Successions*, 2^e édit., t. I, n. 94.

1889, les représentants locaux du domaine ont décliné l'offre faite. Le ministre de l'Intérieur ayant alors demandé au ministre des Finances si l'expiration du délai de trois ans spécifié par le règlement de 1864 ne suffisait pas pour que le service des domaines put accepter la remise, ou si, au contraire, l'Administration pénitentiaire devait justifier de la non-existence d'héritiers du détenu, il fut répondu par lettre du 11 décembre 1897 qu'il ne paraissait pas possible de considérer comme une *épave*, c'est-à-dire comme un bien dont le propriétaire est inconnu, une montre qui a appartenu à une personne déterminée (le détenu) et qui fait partie de sa succession. Le ministre des Finances a ajouté qu'il y avait lieu, pour procéder régulièrement, de faire provoquer la vacance de la succession du détenu, et de faire nommer un curateur aux mains duquel la montre pourrait être valablement remise (1).

(1) GARNIER, *Répert. périod. de l'enreg.*, 1898, art. 9225.

CONCLUSION

142. — Les développements que nous avons donnés font ressortir les grands inconvénients qui résultent d'une législation promise, mais non promulguée. Nous avons vu que la matière des épaves donnait lieu à des difficultés juridiques aussi nombreuses qu'inextricables, soit qu'on l'envisage au point de vue purement civil, soit qu'on l'envisage au point de vue des délits auxquels elle peut donner naissance. Le juge ne trouve dans les textes aucune règle de conduite.

La propriété de l'épave reste incertaine et l'on comprend le danger en résultant pour la fortune publique lorsque l'on considère le grand nombre des objets perdus. Aucune mesure légale n'est prise pour permettre au propriétaire de rentrer facilement dans sa chose perdue, la publicité organisée par les autorités municipales ne trouvant aucune sanction dans la loi. Et, malgré cela, on arrive à sanctionner par des pénalités sévères des

ordonnances administratives qui ne devraient jamais être considérées comme obligatoires, surtout au point de vue pénal.

142. — Les lacunes de la législation ont été comblées, sur l'initiative des administrations intéressées, dans certains cas spéciaux que nous avons étudiés à notre chapitre IV ; mais le texte général annoncé par les auteurs du Code civil n'est pas encore voté.

Deux fois depuis la promulgation du Code civil, on a tenté une réglementation générale. Une proposition de loi a été déposée en 1876, puis en 1879, sur le bureau de la Chambre des députés, mais elle n'a pas abouti.

Cette proposition avait pour auteur M. Rameau. Nous la rapporterons en entier parce que nous nous en inspirerons dans cette conclusion. Elle fera voir d'une façon plus claire, étant mise sous les yeux, ce que nous en adoptons et ce que nous en rejetons.

143. — Cette proposition était ainsi conçue :

« *Art. 1^{er}.* — Le droit de propriété sur toutes choses perdues, soit sur la voie publique, soit dans un lieu public ou dans les dépendances communes à un immeuble privé, subsiste au profit du maître inconnu qui ne réclame pas, et la disposition de la chose trouvée demeure réglée par les articles suivants :

« *Art. 2.* — Toute chose trouvée ainsi qu'il est dit ci-dessus, ayant une valeur commerciale appréciable et qui n'a pas pu être rendue de suite à son propriétaire, doit être par l'inventeur déclarée et déposée dans le délai de vingt-quatre heures, soit à la mairie la plus voisine, soit à l'officier de police le plus rapproché.

« *Art. 3.* — L'autorité à laquelle la déclaration et le dépôt auront été faits, devra en faire la remise au receveur des domaines le plus voisin, lequel, s'il s'agit de choses susceptibles de dépérissement, ou d'animaux, devra se faire autoriser à procéder à une adjudication publique, sinon, conserver en nature la chose trouvée, pendant un délai de trois années à partir des publications ou annonces y relatives. Dans le cas où il y aurait eu adjudication, le prix de la vente sera déposé à la Caisse des dépôts et consignations pendant ledit délai de trois années.

« *Art. 4.* — Si dans le délai de trois années, le propriétaire est connu, la chose elle-même ou le prix de la vente lui sera remis après prélèvement d'un dixième de la valeur vénale ou du prix de vente, au profit du domaine à titre de frais faits pour la conservation de la chose, et d'un second dixième, au profit de l'inventeur, à titre de gratification pour le service rendu.

« *Art. 5.* — Si dans le même délai, le propriétaire ne se représente pas, la chose conservée sera vendue aux enchères publiques et le prix de la vente sera remis savoir : Un tiers à l'inventeur, un tiers à la commune sur le territoire de laquelle la chose aura été trouvée, s'il s'agit de la voie publique ou d'un lieu public, sinon au propriétaire de l'immeuble dans les dépendances duquel elle aura été trouvée, un tiers au domaine de l'Etat.

« *Art. 6.* — Tout ce qui est relatif, dans les articles précédents, au mode de déclaration et de dépôt, de remise au domaine, de publicité et d'annonces, de conservation et de vente, d'estimation de la valeur vénale, de versement du prix à la Caisse des dépôts et consignations, de retrait et de remise du prix aux divers intéressés, sera déterminé par un règlement d'administration publique.

« *Art. 7.* — Il n'est pas dérogé par la présente loi aux diverses lois, ordonnances, décrets édictés dans des matières spéciales et concernant notamment les trésors, les épaves de mer, les objets ou marchandises déposés dans les lazarets, restés dans les bureaux, les voitures publiques par terre ou par eau, laissés dans les greffes où ils auraient été apportés à l'occasion de procès civils ou criminels; les sommes versées dans les Caisses des

agents des postes pour être remises à destination, lesquelles continueront à être régies comme par le passé.

« *Art. 8.* — Tout inventeur qui n'aura point observé les dispositions de l'article 2, relatives à la déclaration et au dépôt, sera passible des peines de simple police, prévues par l'art. 471 du Code pénal, s'il n'y a pas eu mauvaise foi, et de celles portées par l'art. 401 du Code pénal s'il y a eu mauvaise foi : le tout sans préjudice, dans les deux cas, de la restitution de la chose trouvée et de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu » (1).

144. — Il est bien certain que la loi ne peut songer à faire de la perte d'un objet par cas fortuit une cause d'extinction du droit de propriété. Une disposition de loi conçue dans un tel esprit serait injuste et immorale.

Il y a lieu, tout au contraire, d'accorder à la victime de la perte tous les moyens propres à le faire rentrer dans sa chose perdue.

Et l'on ne saurait à cet effet trouver de mesure plus efficace que la déclaration que l'inventeur se-

(1) *Journal Officiel* du 10 mars 1879, p. 1867. — Cette proposition avait déjà été déposée le 29 juin 1876, à la Chambre des députés. — Renvoyée à la 37^e commission d'initiative parlementaire, elle fut l'objet, le 7 août 1876, d'un rapport sommaire de M. Loustalot (*Journ. Off.* du 2 oct. 1876, p. 7275) concluant à la prise en considération qui a eu lieu le 16 janv. 1877.

rait tenu de faire à l'autorité. Nous ne saurions donc trop approuver en ce sens l'article 2 de la proposition Rameau.

145. — Sans doute, cette déclaration obligatoire n'amènera pas toujours la révélation du propriétaire, mais c'est qu'alors ce dernier aura été négligent ou aura l'intention d'abandonner sa chose.

Dans le premier cas, il n'aura pas à se plaindre : *vigilantibus non stultis jura succurrunt* ; dans le second cas, ses droits ne lui sont pas enlevés, puisqu'il en a fait volontairement l'abandon.

Mais, de même que l'on ne doit pas présumer facilement l'abandon d'un droit, de même il ne faut pas être trop sévère pour une négligence qui a quelquefois des excuses à faire valoir. Aussi, le délai accordé pour la revendication doit-il être calculé de telle façon qu'il concilie à la fois les intérêts du propriétaire et les intérêts de la propriété. Celle-ci se refuse à reposer longtemps sur une tête incertaine.

L'article 2279, al. 2, C. civ., accorde pour la revendication des choses perdues ou volées un délai de trois ans ; la proposition de loi, s'inspirant évidemment du texte du Code civil propose, pour l'exercice de l'action en revendication, un semblable délai de trois ans. Peut-être ce délai est-il exagéré et peut-être M. Rameau n'a-t-il pas assez

tenu compte de ce que les recherches de l'ancien propriétaire seraient beaucoup facilitées par l'obligation imposée désormais à l'inventeur de déclarer sa découverte. Un délai d'un an nous semblerait suffisant. C'était le délai adopté par nos anciennes coutumes; beaucoup d'entre elles se contentaient même d'un intervalle moins long.

146. — Une heureuse innovation de la proposition Rameau consiste à récompenser l'inventeur qui a déclaré sa découverte en lui attribuant une part dans l'objet trouvé. La perspective de la rémunération promise encourage la déclaration; elle engage l'inventeur à recueillir l'objet et à ne point le laisser perdre.

L'absence de toute rémunération, l'idée qu'il n'aura aucun droit dans l'épave existe pour l'inventeur d'épaves fluviales. Celui qui a trouvé un objet perdu dans une rivière navigable et flottable, doit en faire remise complète à l'Etat (ordonnance d'août 1669, Tit. 31, art. 15); il n'a donc aucun intérêt à opérer le sauvetage.

Mais nous ne voyons pas pourquoi une partie de l'objet trouvé serait attribuée à la commune sur le territoire de laquelle a été faite la découverte, non plus qu'au propriétaire de l'immeuble dans lequel l'épave a été rencontrée. Sans doute, la commune qui aura eu la chose en dépôt après la

déclaration pourra se faire payer des droits de garde, mais, pourquoi lui donner davantage? On fait intervenir une idée d'accession qui n'a rien à faire ici.

La déchéance contre le propriétaire est basée sur une présomption d'abandon; le délai expiré, la chose devra être considérée comme un bien vacant et sans maître soumis à la disposition générale de l'article 713 Code civil.

L'épave reviendra à l'Etat sous réserve de la partie destinée à l'inventeur. Mais il n'y a pas de raison suffisante pour faire intervenir au partage d'autres ayants droit.

147. — Il importe enfin de donner une sanction au défaut de déclaration. La déclaration constituant l'unique mesure permettant à la victime de la perte de retrouver sa chose, devrait également constituer la condition sans laquelle la déchéance du droit de propriété ne saurait être encourue; faute de déclaration, le propriétaire qui a perdu sa chose serait considéré comme étant dans l'impossibilité d'agir, et tant que cette impossibilité subsisterait, le délai de la déchéance ne pourrait courir.

Cette sanction, purement civile, ne serait d'ailleurs pas suffisante. Il faudrait assurer par un texte pénal l'observation de la formalité de la dé-

claration. Il n'est pas bon, croyons-nous, de laisser à ce sujet aux tribunaux un pouvoir d'appréciation illimité. La proposition Rameau, dans son article 8, nous semble, à cet égard, quelque peu incomplète et dangereuse. Elle laisse subsister tous les doutes, toutes les incertitudes de la jurisprudence.

Ne serait-il pas préférable de sanctionner le défaut de déclaration, soit par une peine de simple police très sévère (on sait que le pouvoir du juge de simple police va jusqu'à l'emprisonnement), soit par une peine correctionnelle à laquelle l'article 463 du Code pénal serait applicable ?

Mais nous n'avons formulé que des vœux ; l'oubli dans lequel on a laissé le projet Rameau n'est pas fait pour nous donner des espérances et nous craignons bien que cette matière si intéressante des épaves reste encore longtemps avec la seule promesse du législateur de 1807 comme réglementation.

Vu par le Président,
M. PLANIOL.

Vu, le doyen :
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer,
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français* (5^e édition revue et mise au courant de la législation et de la jurisprudence par MM. G. RAU, FALCIMAIGNE et GAULT), tomes I et II, seuls parus.

BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *Traité théorique et pratique de droit civil : Des successions*, 2^e édition.

BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER. — *Traité théorique et pratique de droit civil : De la prescription*, 2^e édition.

BÉQUET. — *Répertoire du droit administratif*.

BLANCHE. — *Dictionnaire général de l'administration*.

BRAYER. — *Dictionnaire général de police administrative et judiciaire*.

CHAUVEAU et FAUSTIN HÉLIE. — *Théorie du Code pénal*, 6^e édition, par M. VILLEY.

CRÉPON. — *De la négociation des effets publics et autres*.

DALLOZ. — *Recueil périodique*.

— *Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence*.

DALMAS (de). — *Les frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police*.

DEMANTE et COLMET DE SANTERRE. — *Cours analytique de Code civil.*

DELOISON. — *Traité des valeurs mobilières françaises et étrangères.*

DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon ; Traité des successions*, 6^e édition.

DUMESNIL. — *Lois et règlements sur la Caisse des dépôts et consignations*, etc.

FAYARD DE LANGLADE. — *Répertoire de la législation du notariat.*

FUZIER-HERMAN. — *Code civil annoté.*

GARNIER. — *Répertoire général et raisonné de l'enregistrement et Répertoire périodique.*

GAZETTE DU PALAIS. — *Recueil périodique.*

HUG. — *Commentaire théorique et pratique du Code civil.*

HUET et VARNIER. — *Manuel du service des consignations.*

LABORI. — *Répertoire encyclopédique du droit français.*

LAURENT. — *Principes de droit civil français*, 5^e édition.

LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de droit commercial*, 2^e édition.

MARCADÉ et PONT. — *Explication théorique et pratique du Code Napoléon.*

MERLIN. — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence.*

POTHIER. — *Œuvres*, édition BUGNET : *Traité du domaine de propriété et Traité du dépôt.*

PROUDHON. — *Traité du domaine de propriété.*

— *Répertoire général alphabétique du droit français*, par MM. CARPENTIER et FRÉREJOUAN DU SAINT.

RUBEN DE COUDER. — *Dictionnaire de droit commercial, industriel et maritime*, 3^e édition et supplément.

SIREY. — *Recueil général des lois et des arrêts*.

VERLET. — *Etude sur les frais de justice criminelle*.

VILLEQUEZ. — *Du droit du chasseur sur le gibier*, 2^e édition.

WAHL. — *Traité théorique et pratique des titres au porteur français et étrangers*.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Généralités, n ^{os} 1 à 3.	1
CHAPITRE I. — Des épaves dans l'ancien droit français, n ^{os} 4 à 13	3
CHAPITRE II. — Des épaves en droit moderne. — Absence de réglementation, n ^{os} 14 à 34.	15
§ 1. — <i>Théorie d'après laquelle les épaves appar-</i> <i>tiennent à l'Etat</i> , n ^{os} 16 à 21	17
§ 2. — <i>Théorie d'après laquelle les épaves appar-</i> <i>tiennent au propriétaire du fonds sur lequel</i> <i>on les trouve</i> , n ^{os} 22 à 27.	24
§ 3. — <i>Théorie d'après laquelle les épaves appar-</i> <i>tiennent à l'inventeur</i> , n ^{os} 28 à 34.	31
CHAPITRE III. — Des mesures de protection des droits du propriétaire, et des obligations de l'inventeur d'une épave, n ^{os} 35 à 101	39
§ 1. — <i>Droit de revendication du propriétaire</i> , n ^{os} 35 à 91	39
a) Revendication contre l'inventeur, n ^{os} 36 à 43.	40
b) Revendication contre un tiers détenteur, n ^{os} 44 à 70	47
c) Des règles applicables aux différents cas de revendication, n ^{os} 71 à 73	71

d) Règles spéciales en matière de titres au porteur, n ^{os} 74 à 91	74
§ 2. — <i>Déclaration et publicité de la découverte</i> , n ^{os} 92 à 101	92
CHAPITRE IV. — Des épaves réglées par des lois particulières, n ^{os} 102 à 141	
§ 1. — <i>Des objets déposés dans les greffes et conciergeries</i> , n ^{os} 105 à 111	105
§ 2. — <i>Des marchandises et autres objets déposés dans les lazarets</i> , n ^o 112.	113
§ 3. — <i>Des marchandises restées dans les douanes</i> , n ^{os} 113 et 114.	114
§ 4. — <i>Des objets abandonnés chez les entrepreneurs de transport et messageries</i> , n ^{os} 115 à 117.	116
§ 5. — <i>Sommes et objets trouvés dans les bureaux de poste</i> , n ^{os} 118 et 119	120
§ 6. — <i>Sommes déposées dans les Caisses d'épargne</i> , n ^{os} 120 à 126	123
§ 7. — <i>Sommes déposées à la Caisse des dépôts et consignations</i> , n ^{os} 127 à 132.	128
§ 8. — <i>Objets abandonnés ou laissés en gage chez les hôteliers et aubergistes</i> , n ^{os} 133 et 134 . .	136
§ 9. — <i>Animaux mis en fourrière</i> , n ^{os} 135 à 139.	139
§ 10. — <i>Matériaux des tombes</i> , n ^o 140	145
§ 11. — <i>Bijoux des détenus</i> , n ^o 141	147
CONCLUSION, n ^{os} 142 à 147	149

SAINT-AMAND, CHER. — IMPRIMERIE SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE, BUSSIÈRE FRÈRES
